

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/CTD/M/2

22 juillet 2002

(02-4034)

Comité du commerce et du développement Deuxième session extraordinaire

NOTE SUR LA RÉUNION DU 9 AVRIL 2002

Président: S.E. M. Ransford Smith (Jamaïque)

Sommaire:

A.	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	1
B.	TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ.....	1

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Le Président a dit que le projet d'ordre du jour de la réunion figurait dans l'aérogramme WTO/AIR/1762 du 27 mars 2002. Avant son adoption, il a rappelé que la session extraordinaire avait aussi examiné un projet de plan de travail et de calendrier des réunions à la réunion informelle du 19 mars 2002. Malgré un très large accord, les délégations n'avaient pu se mettre d'accord sur le calendrier des réunions. Le Président croyait savoir que c'était toujours le cas, de sorte que la session extraordinaire ne reviendrait sur cette question que quand les circonstances lui permettraient de prendre une décision. Au titre des "autres questions", il a proposé de rendre compte des réponses communiquées par les présidents des autres organes de l'OMC à la suite de la demande qui leur avait été faite de tenir la session extraordinaire informée de toute question relative au traitement spécial et différencié traitée dans leurs organes respectifs, demande qui leur avait été adressée par l'Ambassadeur Irumba, le précédent Président du Comité du commerce et du développement (CCD).

2. L'ordre du jour a été adopté.

B. TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

3. Le Président a indiqué que le point B i) de l'ordre du jour concernait l'identification des dispositions qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives, tandis que le point B ii) portait sur l'examen des contributions des Membres sur les conséquences juridiques et pratiques de la conversion des dispositions non impératives en dispositions impératives. Il a proposé que, pour employer au mieux le temps disponible et faciliter la discussion et la présentation des exposés, les délégations abordent ensemble les questions i) et ii) du point B. Le Secrétariat avait établi, à la demande des délégations, un certain nombre de documents d'information dans la série "WT/COMTD/W/77". Ces documents avaient été distribués. Ils étaient destinés à aider les Membres à préparer leurs contributions. Il s'agissait des documents suivants: WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1/Corr.1, dans lequel on déterminait si les différentes dispositions relatives au traitement spécial et différencié étaient impératives ou non; WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.2, dans lequel on passait en revue le fonctionnement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié ayant un caractère impératif; WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.3, qui traitait des conséquences juridiques de la conversion des

dispositions relatives au traitement spécial et différencié facultatives en dispositions impératives; et WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4, qui donnait des renseignements sur l'utilisation des dispositions relatives au traitement spécial et différencié.

4. Le représentant du Paraguay a dit que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié faisaient partie intégrante des Accords de l'OMC. Elles devaient être considérées comme un "droit" acquis par les pays en développement, destiné surtout à leur permettre de participer effectivement au système commercial multilatéral, comme les Ministres l'avaient réaffirmé dans la Déclaration de Doha. À la quatrième Conférence ministérielle, il avait été convenu qu'il fallait renforcer les mesures relatives au traitement spécial et différencié, de manière à les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles. Ce renforcement était nécessaire pour donner effet au mandat ministériel, dont le but était d'améliorer les conditions de développement des pays Membres. L'intervenant a remercié le Secrétariat des documents qu'il avait établis, car ils permettaient aux Membres de comprendre à quel point certaines dispositions avaient été peu utilisées et appliquées. Il s'agissait de trouver les moyens grâce auxquels elles pourraient être utilisées et appliquées de manière plus systématique et plus effective. Malheureusement, le fait de faire la distinction entre le conditionnel "devrai(en)t" et le futur ne rendrait pas nécessairement possible l'application effective de ces mesures. Aux yeux de la délégation paraguayenne, dans le cadre du programme de travail exposé au paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, il serait nécessaire et utile de mettre en évidence les principes qui permettraient de clarifier, de renforcer et de rendre effectives et opérationnelles les mesures relatives au traitement spécial et différencié. Il serait en outre plus pratique d'identifier les mesures ou dispositions qu'il faudrait rendre obligatoires, puis de se pencher sur l'expression des mécanismes ayant des conséquences juridiques qui permettraient d'établir de telles obligations. On pourrait ensuite utiliser ces principes pour garantir la participation et l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral, de sorte qu'ils puissent notamment atteindre un développement et une croissance économique durables. C'était un principe général exprimé dans la Déclaration de Doha et dont la délégation paraguayenne espérait qu'il pourrait être concrétisé. Il fallait aussi respecter les intérêts de tous les pays en développement sans distinction ni exclusion: il convenait de se préoccuper de ces intérêts de manière collective et non pas individuelle, afin de garantir la transparence et la non-discrimination dans la mise en œuvre de ces mesures. Mais, quand des exceptions étaient établies, cela créait une discrimination, et de tels avantages se payaient par une perte de compétitivité des exportations. Il en résultait une concurrence déloyale ainsi qu'une aggravation de la pauvreté dans les autres pays en développement qui ne bénéficiaient pas de ces mesures. Il fallait au contraire ménager des conditions transparentes. Les mesures adoptées devraient être tout aussi viables que durables dans leur application. Elles devraient contribuer à accroître les exportations des pays en développement. L'intervenant a fait observer que certaines dispositions étaient appliquées pendant un an ou renouvelées pour de courtes périodes seulement, de sorte que le pays concerné avait beaucoup de mal à faire des prévisions. Cela créait aussi un obstacle à la libéralisation et à l'accroissement des courants d'investissement étranger direct. L'intervenant a cité comme exemple le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1/Corr.1, qui montrait qu'un certain nombre de mesures obligatoires au titre du traitement spécial et différencié n'étaient pas appliquées par les pays développés. Toutefois, pour assurer le respect des engagements pris, il ne suffisait pas, selon la délégation paraguayenne, de changer le conditionnel en futur. Le véritable défi était plutôt de changer la "volonté" des pays développés de respecter les engagements qu'ils avaient contractés, de sorte que, plutôt que de les voir estimer qu'ils avaient consenti de généreuses concessions, il faudrait dire clairement que les pays en développement avaient "droit" à un tel soutien et à une telle assistance. Et si l'on interprétait les mesures comme des engagements mutuels, les Membres pourraient atteindre leurs objectifs de développement, par exemple l'égalité des chances sur les marchés internationaux, à laquelle aspiraient les pays en développement.

5. Le représentant de l'Inde a remercié le représentant du Paraguay d'avoir énoncé clairement les grands paramètres du débat. Il souscrivait entièrement à ce qui avait été dit. Il a néanmoins demandé des éclaircissements au Secrétariat sur plusieurs points. Premièrement, au sujet des deux moyens de

rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas, à savoir par amendement de l'accord ou par une interprétation faisant autorité de ses dispositions, indiqués au paragraphe 5 du document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.3, il a dit que la première phrase du paragraphe 7, où il était dit qu'"[a]dopter une interprétation faisant autorité des dispositions relatives au traitement spécial et différencié d'un Accord de l'OMC ne permettrait pas de convertir des dispositions non impératives en dispositions impératives", était préoccupante. L'intervenant a demandé que l'on confirme que cette phrase voulait dire que, bien que l'accord en question ne soit pas modifié, l'effet serait le même que s'il l'était. Deuxièmement, la délégation indienne voyait un troisième moyen en plus des deux suggérés par le Secrétariat, à savoir recourir à des décisions du Conseil général ou de la Conférence ministérielle, comme cela s'était fait à Doha pour les questions liées à la mise en œuvre. La hiérarchie juridique entre les trois moyens ne semblait pas claire: premièrement, par amendement de l'accord; deuxièmement, par une interprétation faisant autorité de ses dispositions; et troisièmement, par des décisions du Conseil général ou de la Conférence ministérielle, comme le suggérait la délégation indienne. Cette suggestion avait été faite pour établir une passerelle, afin de faciliter l'incorporation des suggestions lorsqu'il fallait prendre des décisions au sujet de l'ensemble des négociations. Tous les Membres devraient alors se tourner vers leurs instances législatives, pour faire approuver ce qui avait été convenu et, à ce moment-là, ils pourraient peut-être concevoir des amendements supplémentaires aux accords. Troisièmement, au sujet du point E de la Décision sur les textes se rapportant aux valeurs minimales et aux importations effectuées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs, les dispositions pertinentes étaient identifiées à la page 9 du même document mais, dans la colonne suivante, le Secrétariat avait indiqué ceci: "on peut penser que le Comité de l'évaluation en douane ne peut pas enjoindre au Conseil de coopération douanière de prendre une mesure spécifique". La délégation indienne ne voyait pas clairement ce que cela signifiait, surtout si l'on se référait à l'article 18 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, relatif à l'évaluation en douane, qui disait clairement ceci: "Il sera institué un Comité technique de l'évaluation en douane (dénommé dans le présent accord le "Comité technique"), placé sous les auspices du Conseil de coopération douanière (dénommé dans le présent accord le "CCD"), qui exercera les attributions énoncées à l'Annexe II du présent accord et s'acquittera de ses fonctions conformément aux règles de procédure reprises dans ladite annexe." Et il était dit, au paragraphe 2 de l'Annexe II, que "[l]es attributions du Comité technique seront les suivantes", c'est-à-dire entre autres, comme l'indiquait expressément l'alinéa g), "exercer toutes autres attributions que pourra lui confier le Comité", à savoir le Comité de l'évaluation en douane. L'intervenant n'était donc pas certain d'avoir bien compris ce que le Secrétariat avait dit dans son document et souhaitait avoir quelques éclaircissements sur les dispositions mentionnées. Quatrièmement, bon nombre de dispositions identifiées comme non impératives pouvaient être lues comme un préambule offrant une flexibilité aux pays en développement. Bon nombre de dispositions non impératives entraient dans ces catégories, et la session extraordinaire devrait examiner ces sections, car l'un de ses mandats était de déterminer comment rendre les dispositions effectives. Le mandat du Comité était aussi d'étudier les moyens de rendre les dispositions effectives. La délégation indienne estimait qu'il faudrait également examiner les dispositions pour voir si elles avaient atteint l'objectif pour lequel elles avaient été rédigées à l'origine. Si l'on convenait qu'elles n'avaient pas atteint leur objectif, la session extraordinaire devrait aussi concevoir des moyens de les rendre plus effectives et plus significatives. Le représentant du Paraguay avait fait observer que le but de l'exercice n'était pas simplement de rendre les dispositions impératives mais aussi de les rendre effectives. C'était ce dont il s'agissait au fond. La délégation indienne attendait aussi avec intérêt cet aspect des travaux. Enfin, elle avait identifié certaines dispositions des accords qui contenaient des éléments de traitement spécial et différencié mais qui n'étaient pas mentionnées dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1. L'intervenant a demandé au Secrétariat d'examiner cette liste pour le cas où elle contiendrait des dispositions incitatives qui, comme elles dataient d'avant même le Tokyo Round, avaient été intégrées par la suite à l'Accord. La délégation indienne avait également constaté que certaines dispositions mentionnées dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1 ne figuraient dans aucun des addenda. L'intervenant a demandé au Secrétariat de vérifier qu'aucune disposition n'avait été laissée de côté par inadvertance et de publier un addendum si nécessaire.

6. Le Président a donné son avis sur le point, également soulevé par le représentant du Paraguay, selon lequel le fait qu'une disposition soit impérative ne signifiait pas nécessairement qu'elle était effective. Pour lui, le plan de travail envisagé pour le Comité tenait compte de ce point. L'examen de la question de savoir s'il fallait ou non rendre les dispositions impératives constituait donc, en un sens, une première étape. Il était également prévu que le Comité étudie les moyens de rendre les dispositions effectives, comme l'exigeait le paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle. Le Président pensait qu'il était entendu que la question de l'efficacité s'appliquait à la fois aux dispositions impératives et aux dispositions non impératives et qu'impératif ne voulait pas nécessairement dire effectif. Toutefois, il fallait encore que cet aspect soit examiné par la session extraordinaire. Le plan de travail reconnaissait au moins ces niveaux de distinction et le fait que les travaux à venir devraient être structurés en conséquence. Le représentant de l'Inde avait soulevé un certain nombre de questions qui réclamaient des éclaircissements de la part du Secrétariat, y compris celle de l'amendement et celle de l'interprétation faisant autorité. Il avait aussi suggéré une troisième modalité sous la forme d'une décision du Conseil général ou de la Conférence ministérielle et avait demandé, dans le contexte des travaux de la session extraordinaire, des observations sur une telle approche. La délégation indienne avait aussi indiqué qu'elle souhaitait distribuer une liste énumérant des dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui, à son avis, ne figuraient pas dans la documentation établie par le Secrétariat et qui pourrait indiquer des omissions quant aux dispositions mentionnées dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1. Le Président a proposé que le Secrétariat donne son avis sur cette question, sinon à la réunion elle-même, du moins à une date ultérieure.

7. La représentante de l'Indonésie a dit que sa délégation jugeait effectivement important de rendre impératives les dispositions des Accords de l'OMC relatives au traitement spécial et différencié qui ne l'étaient pas. Une transformation strictement légaliste de ce type ne serait toutefois pas suffisante pour atteindre l'objectif consistant à rendre plus opérationnelles et plus effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Il y avait d'autres questions tout aussi importantes à considérer dans les délibérations pour rendre les dispositions existantes plus accessibles et plus effectives. La délégation indonésienne partageait donc entièrement l'avis exprimé par le représentant du Paraguay et repris par le Président. Elle estimait que la priorité principale du groupe était d'examiner les dispositions existantes relatives à la teneur et au libellé des dispositions spécifiques relatives au traitement spécial et différencié. Il devait aussi mettre en place un mécanisme de surveillance de la mise en œuvre de ces dispositions. Les travaux devraient porter sur l'efficacité des dispositions existantes relatives au traitement spécial et différencié ainsi que sur l'identification des cas où certaines dispositions avaient besoin d'être renforcées. À cet égard, l'intervenante était sensible à l'observation faite par le représentant de l'Inde sur la façon de rendre certaines dispositions opérationnelles et effectives. Elle estimait que c'était exactement le genre d'exercice qui devrait se dérouler à la session extraordinaire et accueillait donc favorablement la proposition de distribuer la liste formulée par le représentant de l'Inde, pour qu'elle soit examinée par les Membres.

8. Le représentant du Pakistan a dit qu'avant que la session extraordinaire n'aborde le débat de fond, il importait de s'entendre sur une définition claire de la notion de traitement spécial et différencié. Les Membres devraient tout d'abord comprendre que le traitement spécial et différencié ne devrait pas être considéré comme une simple "concession" faite aux pays en développement. Il devrait au contraire être considéré comme un droit pour les pays en développement, destiné à leur permettre de participer de façon plus pleine et plus effective au système commercial multilatéral. Il fallait donc voir les dispositions relatives au traitement spécial et différencié comme une interface entre les avantages du système commercial multilatéral et le développement concret des pays concernés. Le principal objectif de l'examen était, de l'avis de l'intervenant, d'ajouter à la force, à la précision, à l'efficacité et au caractère opérationnel des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Il était d'accord avec les délégations qui disaient que le simple fait de remplacer le conditionnel "devrai(en)t" par le futur risquait de laisser de côté des questions aussi importantes que celles de la clarté, de l'efficacité, de l'accessibilité et de la simplicité de la mesure. Il était plus important pour les Membres d'examiner la teneur et le libellé des dispositions. On pourrait alors

élaborer de manière plus efficace une proposition relative à un mécanisme destiné à examiner comment les conversions étaient mises en œuvre. Et finalement, les procédures mises en œuvre pourraient être surveillées par un organe distinct. C'était seulement alors que l'on pourrait apaiser les préoccupations des pays en développement. À propos de l'Accord sur l'agriculture, l'intervenant a mentionné le préambule cité à la page 7 du document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.3. La délégation pakistanaise était d'accord avec le Secrétariat sur le fait que le préambule n'avait pas pour objet de créer des obligations spécifiques. Toutefois, lorsqu'un tel libellé était employé, il fallait s'efforcer de comprendre l'intention des parties. Le préambule manifestait la volonté et l'intention des parties au sujet d'un accord et d'une disposition précis. Ces dispositions, bien que formulées de façon assez vague, devaient donc être interprétées à la lumière du préambule, lequel manifestait clairement l'intention des signataires de l'accord. Sur la même page et au sujet des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), le terme "devraient" semblait exprimer un "devoir", bien que, selon la délégation pakistanaise, cela demande encore des éclaircissements. Un tel exemple mettait une fois de plus en évidence la nécessité pour la session extraordinaire de rendre les dispositions plus claires et plus précises. Il fallait clarifier le sens précis du terme "devraient". Il était dit également dans le document que les procédés à employer pour parvenir à cette clarté n'étaient pas clairs eux-mêmes. L'une des tâches de la session extraordinaire était donc de les définir. On trouvait une situation similaire à la page 11 du même document, à propos de l'article 4:10 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord). Le sens des termes "accorder une attention spéciale" n'était pas éclairci. Le remplacement de l'expression "devraient accorder" par "accorderont" n'aurait donc pas de sens en soi si l'on ne clarifiait pas aussi l'expression "accorder une attention spéciale". L'intervenant estimait qu'il fallait avoir un débat de fond pour clarifier et définir certaines expressions clés, en mentionnant le fait de rendre les dispositions effectives.

9. Le Président a dit qu'il faudrait se pencher sur la question de savoir si, dans la façon d'aborder ses travaux, la session extraordinaire devrait ou non se concentrer sur l'établissement d'une distinction entre les dispositions impératives et non impératives ou si elle devrait se concentrer sur la recherche de moyens permettant de rendre les dispositions plus effectives. Il s'est aussi demandé, dans ce contexte, si l'efficacité en soi était liée à la question de savoir si une disposition était ou non impérative. Il s'est demandé, par exemple, si une disposition non effective impérative était supérieure à une disposition effective non impérative et si une telle distinction avait un intérêt quelconque. Comme on reconnaissait généralement que l'efficacité était essentielle à toutes les dispositions, il a dit qu'il avait posé ces questions pour aider le Comité à centrer davantage ses travaux.

10. Le représentant du Pakistan a souligné que ce qu'il avait voulu dire était que les dispositions non impératives devraient être rendues impératives. Les Membres devraient alors évaluer si une telle conversion ajoutait ou non à l'efficacité d'une disposition. Pour rendre une disposition plus effective, il pourrait aussi être nécessaire, en plus de la rendre impérative, de donner une définition plus précise de certaines expressions clés qui y figuraient.

11. La représentante du Venezuela s'est dite d'accord avec le Président sur le fait que la session extraordinaire devait engager ses travaux selon une perspective diverse, tout en cherchant à rendre à la fois opérationnelles et efficaces toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. À la réunion précédente, la délégation vénézuélienne s'était dite découragée par le fait que le débat n'entraînait pas dans le vif du sujet. Le but n'était pas seulement de rendre une disposition impérative, il était plutôt de la rendre effective et opérationnelle. L'intervenante avait aussi fait remarquer, à la réunion précédente, qu'un grand nombre des obligations mentionnées dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4 n'étaient pas effectives. La session extraordinaire devrait chercher avant tout à rendre ces dispositions plus effectives. Les difficultés concernant l'application de la disposition figurant à l'article 10:2 de l'Accord SPS n'étaient pas réellement fondées, par exemple, sur l'emploi du conditionnel "devrai(en)t" plutôt que du futur. L'efficacité de cette disposition dépendait au contraire de la réponse à la question de savoir s'il était ou non possible d'accorder des délais plus

longs pour l'application des mesures proposées par les pays en développement, décision qui dépendait pour l'instant des pays importateurs dans chaque cas. Le plus important n'était pas le choix du verbe en lui-même. Il faudrait plutôt chercher une solution dans l'analyse de la question de savoir si la législation des pays développés leur permettrait d'adopter et d'appliquer une telle disposition. Lorsqu'une telle législation n'existait pas, il faudrait en conclure que le pays concerné n'avait pas suffisamment mis en œuvre l'Accord. Avec l'Accord sur les licences d'importation, le problème n'était pas non plus le temps employé mais le sens de l'expression dans son ensemble. Il faudrait aussi modifier la phrase relative aux considérations spéciales, qui affectait tout le paragraphe. L'intervenante a ajouté qu'il était difficile de séparer les mesures impératives et les mesures non impératives, car elles étaient liées entre elles. La délégation vénézuélienne approuvait les principes énoncés par le représentant du Paraguay et était d'avis que la session extraordinaire, lorsqu'elle soulignait qu'il fallait offrir aux pays en développement plus de possibilités d'améliorer leur accès aux marchés et de participer pleinement au commerce, devrait étudier en particulier la question de savoir de quelle flexibilité ils disposaient actuellement. Elle devait se préoccuper davantage de la situation réelle avant de formuler une proposition tendant à rendre les dispositions plus concrètes et plus effectives.

12. La représentante des États-Unis s'est référée aux observations faites par sa délégation lors de l'une des réunions informelles. Il s'agissait des documents établis par le Secrétariat, notamment le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.3. L'intervenante a répété que les efforts faits par le Secrétariat pour traiter d'un sujet potentiellement très sensible, se prêtant à des interprétations diverses, étaient très appréciés, tout comme l'avertissement selon lequel la note, qui n'avait pour objet que de procéder à une analyse, avait été élaborée par le Secrétariat "sous sa propre responsabilité". Ce document traitait de la différence entre le conditionnel "devrai(en)t" et le futur et montrait qu'il était important d'examiner chaque question dans le contexte de chaque accord et de chaque article. L'intervenante était aussi sensible au fait que le Secrétariat avait cité le processus de l'amendement et celui de l'interprétation faisant autorité comme des moyens de révision éventuelle des accords. Elle était aussi reconnaissante au représentant de l'Inde pour les points qu'il avait soulevés, et notamment pour ses suggestions concernant la manière de rendre une disposition impérative et/ou effective une fois qu'il y avait un consensus à cette fin. À propos de l'analyse relative à l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, le Directeur de la Division juridique, M. Kuijper, avait répété que l'interprétation dans cette affaire particulière était spécifique à un certain accord et à un certain contexte. La décision en question rendue par l'Organe d'appel n'entraînait pas en ligne de compte pour l'interprétation des dispositions relatives au traitement spécial et différencié contenues dans d'autres accords. La question de l'interprétation faisant autorité incombait en dernier ressort aux Membres. D'autres délégations avaient souligné qu'il fallait rendre les dispositions relatives au traitement spécial et différencié plus effectives, plus précises et plus opérationnelles. L'exercice tout entier consistant à mettre au point le programme de travail et à s'entendre sur ce qu'il fallait faire avait commencé l'année précédente. La délégation des États-Unis avait distribué des observations sur le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4 au cours d'une réunion informelle précédente. Elle les jugeait essentielles à la discussion. L'intervenante a également fait observer qu'il serait difficile de cerner certaines préoccupations pertinentes sans comprendre en même temps dans quelle mesure chaque disposition était utilisée. C'est pourquoi elle accueillait avec satisfaction la liste que le représentant de l'Inde se proposait de distribuer. Elle espérait que cette liste serait distribuée à tous les Membres, de sorte que les dispositions additionnelles puissent être identifiées et examinées. Elle a aussi demandé quand les Membres auraient la possibilité d'étudier de plus près le document mis à jour sur l'utilisation et s'il serait possible d'y incorporer certaines observations faites par la délégation des États-Unis. On avait mentionné, par exemple, certaines dispositions SPS. La délégation des États-Unis aurait souhaité ajouter que certaines dispositions mentionnées dans les analyses du Secrétariat étaient aussi traitées dans le cadre des travaux relatifs à la mise en œuvre au Conseil général et dans d'autres organes de l'OMC. L'initiative du Président tendant à demander aux autres organes de l'OMC d'aider la session extraordinaire en la tenant informée de leurs propres discussions sur les propositions relatives au

traitement spécial et différencié était la bienvenue. L'intervenante ne voulait cependant pas que l'on s'engage dans des travaux qui feraient double emploi avec ce qui se faisait ailleurs. Dans le domaine des mesures SPS, les États-Unis avaient coopéré activement avec les pays en développement pour tenter de leur permettre de mieux participer aux travaux de normalisation et à d'autres domaines tels que leurs activités en cours concernant les obstacles techniques au commerce (OTC). Elle souhaitait que le document rende aussi compte de certaines de ces activités consacrées aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié.

13. Le Président a indiqué qu'il s'efforcera de revenir sur certaines questions spécifiques qui avaient été soulevées plus tard au cours de la réunion. Pour l'instant, il serait peut-être possible de procéder à un examen plus approfondi du document sur l'utilisation, examen qui pourrait aussi porter sur la question de savoir s'il serait possible ou non de modifier le document du Secrétariat pour tenir compte de certaines observations faites par la représentante des États-Unis dans un document distribué de manière informelle à une réunion précédente.

14. Le représentant de la Malaisie a remercié le Secrétariat des renseignements qu'il avait réunis et qui constituaient à son avis une bonne base pour faire avancer les travaux. Il était satisfait que les Ministres réunis à Doha aient reconnu l'importance du traitement spécial et différencié pour les pays en développement. La réunion avait deux tâches à accomplir: premièrement, rendre plus effectives et plus opérationnelles les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, et deuxièmement rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas. À propos de la question de rendre plus effectives et plus opérationnelles les dispositions impératives relatives au traitement spécial et différencié, la délégation malaisienne était d'accord avec le représentant du Pakistan sur le fait que le traitement spécial et différencié n'était pas une concession mais un "droit" accordé aux pays en développement Membres de l'OMC. Il faisait partie intégrante des droits et obligations de ces pays inscrits dans les Accords de l'OMC. À cet égard, l'une des manières de rendre plus effectives et plus opérationnelles les dispositions impératives relatives au traitement spécial et différencié était de dire clairement que tous les pays en développement pouvaient se prévaloir de ces dispositions impératives. Il y avait eu des cas où des dispositions impératives avaient été appliquées de façon sélective, ce qui constituait une utilisation discriminatoire et privait de leurs droits les pays en développement Membres. Deuxièmement, la délégation malaisienne était d'accord avec le représentant de l'Inde sur le fait qu'il y avait des moyens de modifier les Accords de l'OMC pour rendre les dispositions relatives au traitement spécial et différencié plus effectives et plus opérationnelles, par exemple le recours à une décision du Conseil général. Elle accueillait donc avec satisfaction la distribution de la liste proposée par l'Inde. Le traitement spécial et différencié pouvait, en soi, devenir effectif et opérationnel. Mais s'il ne devenait pas en même temps impératif, son application continuerait d'être remise en question. Enfin, il serait utile que le Comité identifie les dispositions non impératives à propos desquelles l'emploi du futur suffirait à les rendre effectives et opérationnelles. Souscrivant à ce qu'avait dit la représentante de l'Indonésie, à savoir que les changements ne devraient pas se limiter à des modifications simples et legalistes du texte, la délégation malaisienne admettait aussi qu'il pouvait y avoir des cas où un simple changement de libellé suffisait pour rendre une disposition opérationnellement effective. Mais elle reconnaissait aussi que, dans bon nombre de cas, il faudrait procéder à un remaniement plus poussé et plus approfondi des dispositions. Elle reconnaissait que, pour ces questions, la contribution de certains autres comités serait un ajout utile aux travaux effectués à la session extraordinaire. Elle accueillait donc favorablement de tels comptes rendus.

15. La représentante de Sainte-Lucie a dit qu'elle partageait l'avis des autres pays en développement au sujet de la structure du débat. En réponse à la question du Président qui demandait si la question devrait être de rendre les dispositions plus effectives ou impératives, la délégation saint-lucienne estimait que le critère décisif était l'efficacité, tout en constatant qu'il était possible de renforcer l'efficacité d'une disposition en la rendant impérative. Toutefois, l'intervenante jugeait difficile de séparer les deux idées, comme l'avaient fait observer le représentant du Venezuela et d'autres. Par exemple, dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1/Corr.1, l'article 27.1 de

L'Accord sur les subventions était mentionné comme disposition non impérative. Cet article était une déclaration générale dans laquelle les Membres reconnaissaient que les subventions jouaient un rôle important dans les programmes de développement économique des pays en développement Membres. C'était, de l'avis de l'intervenante, une déclaration de fait. C'était une reconnaissance, déjà exprimée dans les Accords du Cycle d'Uruguay, qui devait inspirer toute délibération, aussi bien à la session extraordinaire qu'au Groupe de négociation sur les règles, sur la question de savoir comment rendre plus effectif le traitement spécial et différencié. La délégation saint-lucienne, tout en espérant que la date limite de juillet serait respectée, préférait une approche complète qui permettrait des discussions sur les moyens à la fois techniques et fondamentaux de rendre plus effectif le traitement spécial et différencié.

16. La représentante de Cuba a dit que les Ministres avaient adopté le paragraphe 44 de la Déclaration de Doha parce qu'ils admettaient qu'il fallait reconnaître plus fermement le traitement spécial et différencié dans les normes du commerce international. C'était pour cette raison qu'ils voulaient rendre les dispositions relatives au traitement spécial et différencié plus précises, plus effectives et plus opérationnelles. La délégation cubaine était d'accord avec la représentante de Sainte-Lucie sur le fait que la volonté politique des pays développés était fondamentale pour que ces dispositions portent leurs fruits, surtout du point de vue de leur intégration dans un programme de développement plus large. L'intervenante a fait valoir qu'il n'y avait guère d'intérêt à décider quelles dispositions devraient être impératives en l'absence d'une réelle compréhension des "besoins" et des "droits" fondamentaux des pays en développement Membres. Comme l'avait déjà fait observer le représentant du Pakistan, les pays en développement avaient le droit de bénéficier d'un traitement spécial et différencié au titre d'un programme de développement divers et à plusieurs strates au sein des relations internationales. L'intervenante a souligné toutefois que, même quand la volonté politique avait été affirmée par la modification de tels critères, il était important qu'ils trouvent leur traduction dans les politiques commerciales des pays développés. En de multiples occasions, même lorsque les critères étaient contraignants, les politiques commerciales appliquées étaient discriminatoires et limitaient l'accès aux marchés pour des raisons économiques aussi bien que politiques. Il fallait donc un engagement ferme et réel de changer la situation actuelle. La délégation cubaine était d'accord avec le représentant de l'Inde sur le fait que, en plus de ce qui était suggéré dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1, il devrait y avoir la possibilité d'adopter des décisions au Conseil général ou à la Conférence ministérielle. Cela permettrait alors à la session extraordinaire d'emprunter une troisième voie pour assurer un traitement spécial et différencié effectif en faveur des pays en développement.

17. Pour ce qui était d'assurer l'efficacité du traitement spécial et différencié, le représentant de Djibouti a demandé si les Membres seraient disposés à introduire de nouvelles mesures. Dans l'affirmative, il serait important de veiller à ce que ces mesures soient plus effectives pour les pays en développement. L'intervenant a également demandé comment les Membres et le Secrétariat feraient pour rallier, au sujet de tout traitement de ce type, un consensus sur le fait qu'il réponde concrètement aux besoins de développement des pays en développement. Ce n'étaient ni les accords ni les règles qui importaient en soi, c'était la volonté politique. L'intervenant a terminé en se demandant comment il pourrait y avoir une véritable volonté politique quand les Membres eux-mêmes ne partageaient pas les mêmes points de vue sur le traitement spécial et différencié.

18. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation continuait de souhaiter la réussite de cet exercice en raison de ses incidences très larges. Il escomptait un débat constructif sur la manière de rendre le traitement spécial et différencié plus effectif, opérationnel et éventuellement impératif. Il considérait lui aussi que l'objectif primordial était l'efficacité. Mais la session extraordinaire devait d'abord se pencher sur la question de savoir comment rendre impératives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, car c'était la principale priorité définie par les pays en développement. La délégation des Communautés européennes était disposée à examiner des changements relatifs à ce qui avait été convenu précédemment, bien qu'elle préférerait

que l'on s'occupe de la situation telle qu'elle était. L'intervenant était perplexe au sujet du point soulevé par le représentant de l'Inde concernant le rôle que pourraient jouer des décisions. Il a expliqué, à cet égard, que le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.3 présentait déjà deux moyens possibles de rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas. Ce document était toutefois limité au traitement des dispositions impératives et non impératives et n'abordait pas la question de l'efficacité. Il était clair qu'une décision sur ce sujet restait à prendre. Toutefois, la conversion des dispositions non impératives en dispositions impératives était, au mieux, une réponse limitée. L'intervenant a rappelé que la question était plutôt celle de l'efficacité, bien qu'elle ne puisse être étudiée dans le contexte de la question de savoir s'il fallait ou non rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas. Mais la tâche réelle de la session extraordinaire était de progresser grâce à l'examen des différentes dispositions. L'intervenant a accueilli avec satisfaction la déclaration du représentant de l'Inde selon laquelle il donnerait plus de détails lorsque les différentes dispositions seraient examinées. C'était seulement quand on saurait ce qui était ou n'était pas possible que la question de la "forme" de l'approbation se poserait. Discuter de la "forme" sans le "fond" n'était pas satisfaisant. La délégation des Communautés européennes attendait avec intérêt de recevoir autant de propositions précises que possible, tout en exhortant les délégations à ne pas oublier la date limite qui approchait rapidement.

19. Le Président a reconnu qu'un échange de vues général intéressant et utile avait eu lieu à la première réunion. Il convenait qu'il fallait passer à l'examen des dispositions spécifiques, ce qui permettrait de discuter concrètement de la question de l'efficacité et de celle des dispositions impératives et non impératives.

20. Le représentant de la Zambie a dit qu'il souscrivait à l'essentiel de ce qu'avaient dit ses collègues des autres pays en développement. Compte tenu de ces observations ainsi que de celles des États-Unis et des Communautés européennes, il se demandait si la réunion devrait avoir pour but de prendre des décisions dans ces trois domaines. Premièrement, que faire des dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui appartenaient aux catégories iii) (flexibilité des engagements) et iv) (périodes de transition) définies dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1? Deuxièmement, prendre une décision au sujet de la liste uniforme des dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui étaient impératives et non impératives. Troisièmement, procéder ou non à un examen, principalement en relation avec la session extraordinaire, concernant la répartition des tâches aux autres organes, y compris les organes de négociation, et en tenant particulièrement compte des domaines de compétence appropriés. L'intervenant était d'accord avec le représentant des Communautés européennes sur le fait que, pour avancer rapidement de façon à respecter le délai, il pourrait être utile de réviser et de simplifier la classification suivante: premièrement, examiner les dispositions relatives au traitement spécial et différencié sur le fond; deuxièmement, examiner les dispositions relatives aux procédures et aux renseignements; troisièmement, examiner les dispositions relatives à la coopération technique; et quatrièmement, examiner les dispositions qui se rapportaient directement aux pays les moins avancés. L'accent pourrait être mis à cet égard sur les dispositions de fond et sur celles qui se rapportaient aux pays les moins avancés.

21. Le représentant du Chili a noté que l'un de ses collègues avait dit que le traitement spécial et différencié était un "droit" des pays en développement. Il voyait cependant les choses différemment. Le traitement spécial et différencié était plutôt un "besoin". C'était l'expression de critères qui établissaient un traitement plus souple en faveur des pays en développement. Sans cette souplesse, les pays en développement ne pourraient participer pleinement au système commercial multilatéral. Les principes étaient inscrits dans des droits et des obligations, et l'intervenant avait le sentiment que c'était au "besoin" de telles dispositions qu'il fallait accorder la plus grande importance. Ce "besoin" passait avant le "droit" à de telles mesures. Les questions liées au traitement préférentiel spécial et différencié étaient nombreuses, et bon nombre d'entre elles concernaient l'élargissement de l'accès aux marchés pour les produits des pays en développement. Parmi les autres mesures figurait peut-être la

flexibilité grâce à une exemption temporaire de certaines responsabilités ou à une non-mise en œuvre de certaines restrictions commerciales pendant une période donnée. On avait évoqué la distinction possible entre le caractère effectif et le caractère impératif. Autrement dit, tout ce qui était impératif n'était pas nécessairement effectif. Toutefois, pour qu'une disposition soit effective, il fallait d'abord, selon la délégation chilienne, qu'elle soit impérative. Mais le fait de rendre une disposition impérative, bien que nécessaire sans doute, n'était pas une condition suffisante pour la rendre effective. Le simple fait de rendre une disposition impérative était souvent insuffisant pour qu'elle soit pleinement et véritablement effective. L'intervenant a demandé ce qu'il fallait en plus pour qu'une disposition soit effective, tout en avertissant que la session extraordinaire devait faire attention à la manière dont elle cherchait à rendre certaines dispositions plus effectives. Il a cité l'exemple de l'amélioration de l'accès aux marchés. La session extraordinaire pourrait, a-t-il suggéré, inciter à apporter des améliorations substantielles au Système généralisé de préférences (SGP) pour les produits des pays en développement. Cette mesure, qui semblait simple, concrète et effective, comportait néanmoins des dangers qui exigeaient un examen plus attentif. Deux ou trois ans auparavant, l'intervenant avait vu des chiffres qui tendaient à montrer qu'en général le SGP ne bénéficiait qu'à quelques pays en développement. Ce n'était pas une coïncidence si ces pays tendaient à être les plus grands ou les plus industrialisés. L'amélioration de l'accès aux marchés par le biais du SGP comportait donc le risque d'entraîner une amélioration proportionnelle pour quelques pays en développement au détriment de nombreux autres qui ne disposaient pas de capacités de production comparables leur permettant de retirer les avantages d'un plein accès aux marchés. L'intervenant était d'accord avec le représentant du Paraguay sur le fait que les mesures relatives au traitement spécial et différencié devaient être mises en œuvre sans discrimination entre les pays en développement. Il fallait éviter que certains en bénéficient au détriment des autres, car ce qui semblait parfois très simple pouvait en fait être extrêmement complexe. Pour améliorer l'efficacité de ces mesures, il fallait donc se livrer à un examen minutieux. L'intervenant a aussi fait référence aux dispositions qui prévoyaient un niveau fondamental de flexibilité dans le domaine des subventions et aux subventions qui pouvaient être instituées pour une période strictement temporaire. Ces questions avaient été déjà longuement débattues. Certains pays en développement avaient alors dit qu'ils voulaient plus de flexibilité. Ce que la délégation chilienne ainsi que d'autres avaient dit à ce moment-là, c'était que les Membres devaient se montrer prudents. Si l'on accordait à certains pays en développement, voire à tous, le droit de subventionner leurs exportations, ce droit risquait de porter préjudice aux autres pays en développement, qui risqueraient alors d'être déplacés de certains marchés, ce dont leurs propres industries pâtiraient. Par conséquent, même si une plus grande flexibilité concernant les subventions à l'exportation pouvait effectivement améliorer l'efficacité, il fallait néanmoins répéter que ce qui semblait simple n'était pas nécessairement sans conséquences. Une telle décision pourrait, par exemple, engendrer des circonstances dans lesquelles certains pays en développement retireraient des avantages, tandis que les distorsions et les préjudices qui en résulteraient pourraient nuire aux intérêts des autres pays en développement. L'intention de l'intervenant était d'illustrer les aspects complexes de la question avant d'introduire un troisième élément. Il ne faudrait pas se borner à rendre effectives et impératives les mesures relatives au traitement spécial et différencié. Il faudrait aussi les formuler de manière à ne pas créer de circonstances préjudiciables aux autres pays en développement. L'intervenant a ensuite demandé des éclaircissements sur les propos tenus par le représentant de l'Inde, qui avait mentionné d'abord les amendements, puis l'interprétation faisant autorité, avant d'évoquer la possibilité de décisions prises par le Conseil général ou la Conférence ministérielle. Une décision du Conseil général ou de la Conférence ministérielle était, selon lui, l'expression de la volonté collective des Membres. Une telle expression de la volonté collective exigerait une interprétation faisant autorité ou un amendement. L'intervenant s'est demandé si l'on ne mélangeait pas deux questions de fond avec une question de forme. Il a ensuite abordé son avant-dernier point, à savoir la nécessité de clarifier les dispositions. Ce qui le préoccupait était que des négociations étaient déjà en cours dans certains domaines, de sorte que les Membres devaient s'assurer que des dispositions effectives liées au traitement spécial et différencié étaient introduites dans le cadre de toutes ces négociations. Il n'était pas sûr, par exemple, que des dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans le domaine de l'agriculture puissent être discutées à la session

extraordinaire ou négociées dans d'autres instances. La session extraordinaire devait être aussi efficace que possible et éviter les travaux qui se recoupaient ou faisaient double emploi. L'intervenant a demandé au Président des conseils sur la manière de procéder à l'avenir. Enfin, il a fait observer que la documentation établie exposait un certain nombre de questions qui se posaient au sujet du traitement spécial et différencié. Ce qu'il fallait examiner ensuite, c'était premièrement s'il aurait pu y avoir d'autres circonstances dans lesquelles les pays auraient pu avoir besoin d'une plus grande flexibilité d'un type ou d'un autre et, deuxièmement, si l'on avait besoin d'un type différent de traitement spécial et différencié qui n'existait pas dans le cadre des dispositions actuelles ou qui s'était révélé insuffisant dans le passé. L'examen de ces questions permettrait à la session extraordinaire de définir les moyens d'améliorer les dispositions existantes et de déterminer de la même manière s'il fallait de nouvelles dispositions.

22. Le Président a indiqué que les observations faites par le représentant du Chili se référaient au débat antérieur sur la question essentielle de savoir si les dispositions relatives au traitement spécial et différencié étaient un "droit" ou un "besoin". À propos de la question intéressante de savoir si le caractère impératif était ou non essentiel, il s'est demandé s'il s'agissait d'une condition nécessaire mais non suffisante de l'efficacité. Un tel point de vue présupposait que toutes les dispositions soient rendues impératives, ce qui avait des implications quant à la meilleure façon d'aborder les travaux eux-mêmes, puisque la première tranche consistait en partie à identifier les dispositions facultatives qu'il faudrait rendre impératives (WT/COMTD/36). Mais la notion selon laquelle une disposition devait être impérative pour être effective soulevait la question de savoir s'il devrait y avoir une quelconque disposition facultative. C'était un sujet sur lequel il faudrait que les Membres réfléchissent. S'agissant de savoir si le traitement spécial et différencié était un droit politique, un droit moral et/ou un droit juridique, la question du caractère impératif pourrait avoir des incidences pertinentes. Si c'était un droit juridique, cela pourrait avoir certaines conséquences linguistiques, et il faudrait que les Membres y réfléchissent. Il fallait aussi se pencher sur la question de la non-discrimination soulevée par plusieurs intervenants, dont le représentant du Paraguay. Dans son projet de plan de travail, la session extraordinaire avait expressément programmé ses travaux jusqu'en juillet 2002 quant à la Décision sur la mise en œuvre. Cette décision lui conférait expressément le mandat d'examiner les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en se demandant s'il faudrait ou non les rendre impératives, de façon à les rendre en même temps plus effectives. Il était également reconnu dans le projet de plan de travail, qui n'avait pas encore été adopté, que d'autres éléments étaient à considérer, dont l'examen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié sous l'angle de l'architecture des règles de l'OMC. Ces éléments représentaient ensemble un mandat prospectif sur lequel la session extraordinaire aurait à revenir après juillet 2002. Avant cela, elle avait un mandat précis et limité dans le temps, qui lui imposait de faire rapport au Conseil général d'ici au mois de juillet 2002 sur les travaux effectués en application du mandat énoncé dans la Décision sur la mise en œuvre adoptée à Doha. Le projet de programme de travail avait été structuré de façon à permettre à la session extraordinaire de présenter son rapport dans le délai imparti. Après juillet 2002, il y aurait d'autres aspects du mandat à examiner sous l'angle des éléments spécifiques du programme de travail. Les représentants de l'Inde et des Communautés européennes avaient posé certaines questions quant à savoir s'il fallait ou non faire la distinction entre des décisions prises par la Conférence ministérielle ou le Conseil général et des interprétations faisant autorité et des amendements. D'après ce qu'il se rappelait du texte établi par le Secrétariat sous la cote WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.3, une interprétation faisant autorité était une interprétation ou un renforcement de ce qui existait déjà et ne changeait pas concrètement le libellé d'une disposition. Pour changer le libellé d'une disposition, il fallait un amendement. La question était donc, comme l'avaient suggéré la délégation indienne ainsi que les Communautés européennes et le Chili, qu'une décision ministérielle ou une décision du Conseil général pouvaient constituer un autre moyen d'apporter un changement concret sur la base des travaux de la session extraordinaire.

23. Le représentant de la Chine a divisé les dispositions en deux catégories. La première contenait les préambules des différents accords. S'ils n'étaient pas impératifs, on pourrait les rendre

impératifs selon ce qui était nécessaire. Toutefois, il ne suffisait pas de rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas, car les dispositions impératives n'étaient pas nécessairement précises, effectives et opérationnelles. La seconde catégorie contenait les dispositions de fond des différents Accords de l'OMC. Selon la délégation chinoise, les travaux devraient porter sur cette catégorie. L'intervenant a relevé que les accords existants contenaient de nombreuses dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Toutefois, après les avoir lues, la délégation chinoise avait l'impression qu'elles avaient plutôt le caractère de clauses de l'effort maximal et qu'il continuerait d'en être ainsi même si on les rendait impératives en employant le futur. Certaines étaient très mal mises en œuvre et certaines avaient besoin d'être traduites en mesures et dispositions plus spécifiques et plus strictes. La seconde catégorie avait particulièrement besoin de tels amendements. Il fallait procéder à une "opération" sur ces paragraphes si l'on voulait rendre les dispositions plus précises, plus effectives et plus opérationnelles. Certaines avaient seulement besoin d'opérations bénignes, tandis que d'autres exigeaient une "intervention chirurgicale" lourde. Il était particulièrement important que tous les articles et toutes les dispositions relatifs au traitement spécial et différencié soient attentivement examinés sur la base des documents communiqués par le Secrétariat. Si nécessaire, on pouvait rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas, on pouvait rendre spécifiques les libellés qui ne l'étaient pas et l'on pouvait renforcer les mesures d'une manière générale, afin que les Membres puissent les mettre en œuvre plus efficacement. Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié deviendraient alors plus utiles et plus significatives pour les pays en développement.

24. Le Président a remercié le représentant de la Chine, notamment pour sa suggestion d'aborder les travaux en sélectionnant et en identifiant les dispositions qu'il fallait changer avant que l'on puisse effectuer sur elles les "opérations" nécessaires.

25. Le représentant de l'Égypte a dit que, selon lui, la session extraordinaire était censée étudier les moyens de rendre opérationnelles et effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. C'était ce qu'elle cherchait à faire. Si, pour y arriver, il fallait traduire toutes les dispositions en "obligations de résultat", en "obligations de conduite" ou en une "interprétation faisant autorité", alors il faudrait le faire. Mais, de toute façon, il fallait commencer l'exercice. L'intervenant était d'accord avec le représentant des Communautés européennes sur le fait que la session extraordinaire devrait démarrer dès que possible, en examinant les questions une par une. En revanche, l'examen des aspects plus ésotériques du programme de travail devrait être achevé dès que possible. L'un des moyens d'avancer serait peut-être de diviser le travail selon les Accords de l'OMC. Les prochaines réunions pourraient être consacrées aux accords individuels. Enfin, l'intervenant s'est dit d'accord avec le représentant du Chili quant au risque que les travaux ne fassent double emploi avec ceux qui se déroulaient dans les autres organes de l'OMC, même si la session extraordinaire se penchait avant tout sur les dispositions existantes relatives au traitement spécial et différencié. La plupart des travaux effectués dans les autres organes concernaient les dispositions futures relatives au traitement spécial et différencié, à l'exception peut-être de la section sur les règles. La session extraordinaire devrait donc s'efforcer de travailler en coordination avec le Groupe de négociation sur les règles, pour éviter de faire double emploi. Les questions restantes relatives au traitement spécial et différencié devraient être examinées à la session extraordinaire du CCD.

26. Le Président a remercié le représentant de l'Égypte et rappelé que les documents d'information contenaient plusieurs listes de dispositions impératives et non impératives. Ces listes pouvaient être utilisées par les Membres qui souhaitaient élaborer leur propre contribution sur les questions qu'ils voulaient voir examiner. Ces contributions pourraient ensuite servir de fondement aux débats de la session extraordinaire. Les Membres avaient d'abord une tâche importante et nécessaire à accomplir avant les travaux plus spécifiques: décider sur quelles dispositions ils souhaitaient travailler en priorité.

27. Le représentant de l'Argentine, répondant aux observations faites par le représentant du Venezuela sur l'article 10.2 de l'Accord SPS, a dit que sa délégation était intéressée par le fait que la

phrase commençait ainsi: "Dans les cas où le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire donnera la possibilité d'...". L'une des possibilités serait donc de définir les circonstances dans lesquelles cette condition donnerait la possibilité d'accorder des délais plus longs pour la mise en œuvre. Il ne faudrait pas introduire de mesures qui puissent être préjudiciables aux pays en développement. La délégation argentine souscrivait sans réserve à la remarque faite par le représentant du Chili selon laquelle il ne fallait pas introduire de mesures risquant de nuire aux autres pays en développement. L'intervenant a ajouté qu'il fallait aussi veiller à ce que les travaux de la session extraordinaire ne compromettent pas les résultats des autres négociations en cours. Enfin, il a remercié le Paraguay d'avoir dit qu'il était important de ne pas faire de discrimination entre les pays en développement. Il a fait observer que la Clause d'habilitation figurait à la page 6 du document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.3 en tant que mesure non impérative. Or, eu égard en particulier à la note de bas de page 7, il estimait que la façon dont la Clause d'habilitation était appliquée dans la réalité laissait penser qu'elle était en fait impérative. Si elle était appliquée de cette façon, il faudrait la généraliser et la rendre non réciproque et non discriminatoire. Elle protégerait alors les pays en développement contre des préférences qui, sans cela, exigeraient d'eux qu'ils remplissent des conditions spécifiques relatives à l'environnement ou à la propriété intellectuelle.

28. Le représentant du Sénégal a estimé, à propos du débat sur le point de rendre impératives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, que la question était d'avoir non seulement des dispositions impératives mais aussi des dispositions effectives et opérationnelles. Dans la mesure où l'OMC reposait sur la primauté du droit et les règles de procédure, il fallait avoir des dispositions qui soient impératives, y compris en employant des verbes au futur. Prenant l'exemple de l'article 66 de l'Accord sur les ADPIC, il a dit que ce paragraphe avait fait l'objet de discussions prolongées, mais qu'à ce jour il n'était toujours pas mis en œuvre de façon pleine et effective. Le texte anglais de ce paragraphe contenait le terme "shall". L'intervenant pensait donc que c'était au critère effectif et opérationnel qu'il fallait donner la priorité. La façon dont la plupart des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, notamment au sujet de l'assistance technique, étaient mises en œuvre à l'égard des PMA et des pays en développement en général montrait qu'il fallait faire plus d'efforts pour harmoniser la législation de ces pays avec les Accords de l'OMC. Dans l'intérêt du développement, il fallait aussi que les dispositions prévoient une coopération multilatérale pour ces pays. Pour la délégation sénégalaise, le problème central du traitement spécial et différencié résidait dans la possibilité de fournir une assistance technique pour aider les différents pays à répondre à l'offre d'exportation. Dans la Déclaration de Marrakech, qui servait souvent de cadre pour le traitement spécial et différencié, les Ministres avaient demandé que les résultats soient plus favorables pour les pays en développement, surtout eu égard à la situation spéciale des PMA. Ils jugeaient important d'appliquer ces mesures pour les PMA, afin de faciliter et de soutenir les possibilités qui leur étaient offertes en matière de commerce et d'investissement. L'une des raisons d'accéder à l'OMC devrait être de permettre l'investissement et le renforcement des capacités. Quand on considérait les principes essentiels de l'assistance multilatérale à l'OMC, on voyait des principes cardinaux inscrits dans le texte, tels le traitement national et la transparence – dispositions assujetties à des règles précises dans les différents Accords de l'OMC. Le traitement spécial et différencié était aussi un principe essentiel dans le commerce multilatéral. Il était conçu pour permettre aux pays en développement de bénéficier des mêmes avantages que les pays développés. La délégation sénégalaise espérait donc que la mise en œuvre des négociations et surtout la mise en œuvre concrète du traitement spécial et différencié aideraient les pays en développement, notamment les PMA, à tirer parti de la mondialisation et du commerce mondial. C'était l'occasion pour eux de remédier au déséquilibre du commerce mondial. Enfin, la délégation sénégalaise a invité les Membres à examiner les moyens de faire participer davantage la CNUCED à leurs travaux, car le traitement spécial et différencié était né à la CNUCED, et celle-ci pouvait aider à définir son orientation future. Cela rendrait plus opérationnelles et plus effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

29. Le représentant du Mexique a dit qu'il partageait un certain nombre de préoccupations, surtout au sujet de la façon dont les discussions pouvaient évoluer sur ce sujet sensible et important. Il estimait qu'avant d'engager des discussions sur les conséquences juridiques de la modification de toute disposition, il importait de définir plus clairement les objectifs que la session extraordinaire souhaitait atteindre. Il était évidemment nécessaire de faire la distinction entre les principes juridiques et les éléments qui avaient une utilité économique. L'intervenant estimait qu'il fallait donner la priorité aux aspects économiques du traitement spécial et différencié. Comme les documents n'étaient pas tous aussi intéressants, le Comité devrait fixer des priorités pour ses travaux. Au sujet des éléments qui ne méritaient pas un débat, l'intervenant a estimé qu'il y avait certains principes fondamentaux qui permettraient à la session extraordinaire, en lisant les documents, d'établir une hiérarchie entre les différents sujets relatifs au traitement spécial et différencié. Ces objectifs devraient tout d'abord inclure, comme l'avait dit le représentant du Paraguay, une plus grande participation des pays en développement au système commercial multilatéral. L'intervenant ne voyait pas comment on pouvait promouvoir l'investissement dans des pays qui n'avaient pas de disciplines. Il existait un plan qui prévoyait différentes disciplines avec des "objectifs de développement", mais l'intervenant ne voyait pas comment il pourrait y avoir des investissements sans règles ni disciplines. Deuxièmement, l'un des avantages du système commercial multilatéral était de permettre aux Membres d'imposer une discipline aux groupes d'intérêts sur leur territoire, afin d'offrir plus d'avantages aux consommateurs. Troisièmement, en règle générale, les Membres devaient comprendre qu'ils étaient tenus d'offrir un accès. Si tout ce qu'on attendait d'eux était qu'ils demandent à être exemptés de leurs obligations grâce au traitement spécial et différencié, on ne voyait pas bien comment cela encouragerait les pays plus grands à ouvrir davantage leurs marchés aux pays en développement. Enfin, il était fondamental que la session extraordinaire établisse un ordre de priorité dans sa liste des dispositions à examiner, ce qui faciliterait la fixation dans les mois à venir d'un calendrier contenant une base importante et concrète pour l'examen. Les Membres pourraient alors avoir un débat sur la base de ce calendrier, en préparation de la prochaine réunion ministérielle.

30. La représentante des États-Unis a dit qu'elle pensait, comme le Chili, que l'un des objectifs du traitement spécial et différencié était d'établir des dispositions plus souples en faveur des pays en développement, pour leur permettre de participer pleinement au système commercial multilatéral. Lorsqu'on avait assemblé les dispositions existantes, il avait fallu déployer une grande énergie, car on reconnaissait généralement qu'il n'y avait pas de taille unique et qu'une flexibilité appropriée au sein des dispositions permettrait de mieux répondre aux besoins individuels des Membres. La délégation des États-Unis était toutefois préoccupée par l'efficacité des dispositions. Elle estimait que, si les délégations examinaient de plus près la façon dont les dispositions avaient été utilisées concrètement, elles se rendraient mieux compte de ce qui n'allait pas. L'intervenante a fait observer ensuite que la "volonté politique" tendait à se concrétiser quand les Membres acquéraient une compréhension précise des besoins particuliers. Il y avait eu aussi des situations dans lesquelles certaines dispositions relatives au traitement spécial et différencié avaient été précisées et traitées dans le contexte de la mise en œuvre, comme lors des travaux effectués au sujet de l'article 27.4 dans le domaine des subventions. L'intervenante a souligné que, dans la Décision sur la mise en œuvre, les Membres étaient convenus que les travaux concernant le traitement spécial et différencié seraient sans préjudice des travaux sur la mise en œuvre des Accords de l'OMC effectués au Conseil général et dans d'autres conseils et comités. La session extraordinaire devait donc veiller à ce que ses travaux ne fassent pas double emploi avec les négociations qui avaient lieu dans d'autres organes. Sur la question de la "volonté politique", une fois encore, plusieurs Ministres s'étaient réunis peu de temps auparavant à Monterrey, où ils avaient souligné l'importance de la libéralisation des échanges comme élément fondamental dans la stratégie de développement d'un pays. Une promotion active des exportations pouvait, en attirant l'investissement étranger direct, apporter un soutien essentiel aux politiques de développement. La délégation des États-Unis espérait aussi que l'exercice mené à la session extraordinaire serait ciblé. Il ne faudrait pas qu'il y ait un débat prolongé sur le point de savoir s'il fallait employer le conditionnel "devrai(en)t" ou le futur. Si l'on modifiait le futur, par exemple dans les dispositions relatives à l'assistance technique, la délégation des États-Unis risquait d'avoir des

difficultés avec certains instruments budgétaires de son gouvernement lors de la fourniture de cette assistance. Donc, dans certains cas, il ne s'agissait pas réellement de "volonté politique", mais plutôt de compétence et de ménager un équilibre entre les divers groupes intéressés, tout en s'efforçant d'atteindre un but général commun, à savoir l'intégration plus poussée des pays en développement au système commercial multilatéral. La délégation des États-Unis accueillait favorablement plusieurs idées proposées au sujet des façons possibles d'aborder ces questions. L'intervenante estimait que, si l'on adoptait la méthode accord par accord, il faudrait le faire dans le contexte de l'utilisation et de l'efficacité des dispositions. Il importait aussi d'examiner ce qui était nécessaire pour mettre en œuvre les résultats de cet examen. L'intervenante était d'accord avec les autres délégations pour dire que le "fond" pourrait venir après la "forme" de ces questions. La délégation des États-Unis estimait que les observations faites par le représentant de l'Inde au sujet de la forme constituaient sans doute une amélioration par rapport à ce qui existait déjà dans le document établi par le Secrétariat. Les Membres avaient reçu du représentant de l'Inde une explication plus précise sur les différentes méthodes qui pouvaient être employées pour concrétiser ce qui serait décidé et convenu dans le contexte de leurs discussions.

31. La représentante de la Colombie a présenté quatre remarques. Premièrement, elle partageait le pragmatisme des représentants de l'Égypte et des Communautés européennes au sujet des travaux à effectuer par le Comité. Deuxièmement, il y avait de multiples façons d'aborder le traitement spécial et différencié sous l'angle de sa portée et de ses objectifs; il était donc important que ce sujet ait la place qui lui revienne dans le compte rendu de la réunion. Ni les dispositions ni le préambule de la Clause d'habilitation ne devraient appartenir à une catégorie de dispositions non impératives. Troisièmement, plusieurs représentants avaient parlé de la fonctionnalité du traitement spécial et différencié et du multilatéralisme au sein des politiques intérieures des différents Membres, sous l'angle, par exemple, de sa capacité à attirer des investissements ou à réaliser d'autres types d'objectifs. Il y avait naturellement des perspectives et des approches différentes sur ce sujet important, mais il ne faudrait pas laisser le débat se prolonger indéfiniment. Enfin, la délégation colombienne pensait que, pour progresser, la session extraordinaire devrait poursuivre son programme de travail en cours et respecter les dates limites convenues quant à toute disposition qu'elle était en mesure d'améliorer.

32. La représentante de la Barbade a estimé que le débat avait été fructueux au moins en partie parce qu'il avait été interactif. Sa délégation jugeait elle aussi qu'il était primordial que la session extraordinaire détermine, puis élève, le niveau actuel d'efficacité des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Ce devrait être son objectif principal. La Barbade partageait sur ce point l'avis exprimé par la représentante des États-Unis, à savoir qu'il n'y avait pas de taille unique. Elle estimait que la session extraordinaire devrait en faire l'un de ses principes directeurs tandis qu'elle poursuivait ses travaux pour rendre les dispositions relatives au traitement spécial et différencié plus effectives et plus opérationnelles.

33. Le représentant de l'Inde a demandé au Président des éclaircissements sur sa déclaration d'ouverture et a répondu à certaines observations formulées depuis son intervention précédente. Le Président avait qualifié le programme de travail de projet, tout en demandant si la session extraordinaire serait en mesure de l'adopter. La délégation indienne était préoccupée par le fait qu'aucun programme de travail n'avait encore été adopté, d'autant que les réunions formelles avaient déjà commencé et que la date limite était fixée au 31 juillet 2002. L'intervenant a aussi noté que des observations avaient été formulées sur le caractère effectif et le caractère impératif au sujet de la déclaration faite par le représentant du Paraguay. Rendre une disposition impérative était peut-être le premier pas en vue de la rendre effective. Mais la délégation indienne avait dit, dans sa déclaration, que le Secrétariat avait relevé des dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans divers préambules et qu'en raison de la nature même de ces libellés sous forme de préambule, de telles dispositions ne pouvaient devenir impératives. Il faudrait plutôt chercher à les rendre effectives. Au sujet de la troisième option proposée par la délégation indienne, le représentant du Chili s'était demandé si les deux autres options exigeaient des décisions soit du Conseil général, soit de la

Conférence ministérielle. Or, ce n'était pas ce qui avait été suggéré, car l'amendement aussi bien que l'interprétation faisant autorité exigeraient l'approbation de tous les Membres. Quant à rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas, il serait utile que la Division des affaires juridiques du Secrétariat examine les trois options, puis indique à la session extraordinaire si elles impliquaient ou non une hiérarchie juridique. Sans cela, l'exercice tout entier serait vain. Il y avait en particulier le risque qu'à la fin de l'exercice, on se mette d'accord sur une disposition, pour se rendre compte ensuite qu'elle était à la fois inefficace et non impérative. Enfin, au sujet de la remarque formulée par le représentant du Chili, à savoir qu'il ne fallait pas introduire des mesures susceptibles de nuire aux autres pays, l'intervenant a fait observer que ce qu'on s'efforçait d'atteindre était simplement une plus grande clarté. Une mesure donnée devait être finement ajustée, afin d'atteindre l'objectif voulu. La délégation indienne avait un ensemble de mesures nouvelles qu'elle proposerait, non pas dans le cadre de l'exercice en cours mais aux groupes de négociation respectifs. L'intervenant a fait savoir au Président qu'il présenterait les propositions spécifiques lorsque celui-ci l'y inviterait.

34. Le Président a proposé que le représentant de l'Inde indique quelles étaient ces propositions spécifiques. À propos de la remarque relative à l'adoption du projet de programme de travail et du calendrier des réunions, les Membres se rappelleraient qu'ils n'y étaient pas parvenus à la réunion informelle. La raison en était que, malgré un accord très large, le plan de travail et le calendrier des réunions n'avaient pu être proposés à l'adoption car un Membre n'était pas en mesure de les accepter. Depuis, la situation n'avait apparemment pas changé. La réunion n'était donc pas en mesure d'adopter formellement le plan de travail et le calendrier des réunions. Le Président poursuivrait les consultations et reviendrait sur cette question ultérieurement.

35. Le représentant de l'Inde a dit que le Président avait partiellement répondu à sa question mais qu'il souhaitait savoir quelle était la difficulté qui s'opposait à l'adoption du plan de travail, car cette question avait été longuement débattue au cours de diverses réunions informelles et il n'avait pas entendu à cette occasion d'objections sérieuses à l'encontre du plan de travail proposé par le Président. Mais s'il y avait effectivement un problème qui empêchait la session extraordinaire d'adopter le plan de travail, l'intervenant souhaitait savoir quel était ce problème.

36. Le Président a dit qu'à la réunion informelle les Communautés européennes avaient fait savoir qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter le plan de travail et le calendrier des réunions, qu'il considérait comme un tout indissociable.

37. La représentante des États-Unis a dit que certaines des observations faites par le représentant de l'Inde étaient utiles et stimulantes. Sa délégation souhaitait néanmoins émettre une réserve quant au fait de demander au Secrétariat d'élaborer une hiérarchie juridique. Les documents déjà publiés avaient permis aux Membres d'engager le débat et d'apporter des contributions conformément au plan initial. Les membres de la session extraordinaire devraient à présent s'engager dans un débat plus axé sur le fond.

38. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il serait regrettable que les délégations quittent la réunion avec une vision floue de la position de sa délégation. Les délégations étaient sans doute au courant d'une question qui avait été soulevée à plusieurs réunions et qui ne concernait pas exactement les travaux de la session extraordinaire mais plutôt l'ensemble des activités de l'OMC. La délégation des Communautés européennes était préoccupée par le fait qu'il y avait trop de réunions prévues et que c'était aussi le cas dans d'autres comités, où il y avait aussi un débat sur le nombre de réunions à tenir. Pour éviter une situation dans laquelle un programme de travail irait trop loin alors qu'on constaterait que les travaux étaient bloqués dans les autres comités, la délégation des Communautés européennes avait décidé d'attendre, pour donner son accord, de pouvoir considérer les résultats généraux de la situation. Toutefois, elle ne voyait pas d'inconvénient à ce que la session extraordinaire procède aux travaux de fond. Elle tenait seulement à rappeler aux délégations qu'il fallait équilibrer les intérêts et les réunions. Elles continuaient de chercher à résoudre le problème, et

l'intervenant ne doutait pas qu'il serait résolu d'ici à la réunion suivante de la session extraordinaire. Il n'y avait pas de conséquences sur les travaux de fond de la session extraordinaire, et la délégation des Communautés européennes ne s'opposait à aucun calendrier des réunions ni à la mise en œuvre effective du plan de travail proposé.

39. La représentante de Sri Lanka s'est associée à la plupart des observations formulées par les pays en développement sur la question de savoir comment la réunion devrait procéder pour ce qui était de renforcer et de rendre pleinement opérationnelles les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Ses observations concernaient la demande faite par le représentant de l'Inde ainsi que la réserve exprimée ensuite par la représentante des États-Unis. Le débat avait porté, entre autres aspects, sur la crainte que certaines dispositions, bien que rendues impératives, n'en restent pas moins inefficaces. L'un des moyens de les rendre plus opérationnelles et plus effectives était de les rendre impératives. Or, d'après l'expérience de la délégation sri-lankaise, les dispositions impératives n'étaient pas nécessairement effectives, car il existait parfois des précédents juridiques à leur sujet, qui étaient en principe bien acceptés. De même, un accord prévoyait parfois une flexibilité qui était rendue caduque par une disposition d'un autre accord ayant une autorité juridique supérieure. Une telle priorité juridique devait être identifiée. L'intervenante a cité l'exemple de la disposition contenue dans l'article XVIII:C et D du GATT de 1994. La flexibilité prévue dans cet accord ne pouvait être utilisée à cause de certaines dispositions des Accords de l'OMC tels que l'Accord sur l'agriculture ou l'Accord sur les subventions. Il n'était pas possible de rendre ces dispositions effectives. La souplesse qu'elles prévoyaient était annulée par d'autres dispositions, et c'était un danger qu'il fallait identifier dans chaque cas. L'intervenante s'est dite d'accord avec le représentant de l'Inde sur le fait que les délégations avaient besoin des conseils du Secrétariat, et en particulier de la Division juridique, sur l'efficacité potentielle de ces dispositions. Même sans savoir exactement quel serait le délai réalisable, on avait clairement besoin de ces conseils. La délégation sri-lankaise estimait que, si on lui en donnait le temps, le Secrétariat pourrait élaborer un document sur cet aspect du traitement spécial et différencié, lequel pourrait ensuite être distribué à toutes les délégations.

40. Le Président a dit qu'il n'avait pas l'impression que le représentant de l'Inde avait demandé au Secrétariat d'étudier l'efficacité des dispositions, car cette tâche était accomplie au Comité. Selon lui, le représentant de l'Inde demandait en fait au Secrétariat des éclaircissements sur la hiérarchie juridique des diverses options offertes: amendement, interprétation faisant autorité ou, comme l'avait suggéré le représentant de l'Inde lui-même, une décision de la Conférence ministérielle ou du Conseil général.

41. Le représentant de l'Inde a dit que le Président avait raison mais a précisé que les observations faites par la représentante de Sri Lanka touchaient aussi indirectement à la même question.

42. Le représentant de la Zambie s'est demandé pourquoi, puisque le but était manifestement d'améliorer les travaux de la session extraordinaire, le classement suggéré par le représentant de l'Inde et soutenu par la délégation zambienne posait un problème à la représentante des États-Unis. Les questions débattues étaient anciennes, même s'il fallait ajouter de nouveaux éléments au débat à mesure que les travaux avançaient. La proposition de l'Inde était positive. L'intervenant souhaitait savoir pourquoi elle entraînait une réaction négative de la part des États-Unis.

43. La représentante des États-Unis a dit qu'elle se réservait le droit d'avoir des consultations avec sa capitale. Sa délégation avait réagi aux documents établis par le Secrétariat. Elle avait fait quelques observations sur ces documents et, même si elle n'en approuvait pas nécessairement tous les aspects, elle reconnaissait que le Secrétariat avait fait beaucoup d'efforts compte tenu des demandes présentées par les Membres. Elle souhaitait que les Membres continuent à diriger l'exercice, tout en respectant les documents établis par le Secrétariat. Mais elle ne voulait pas demander continuellement au Secrétariat de formuler des jugements interprétatifs difficiles, surtout lorsque, pour rendre une disposition impérative, entraînait en ligne de compte une interprétation linguistique telle que l'emploi du

conditionnel "devrai(en)t" ou du futur. Le représentant de la Zambie avait fait une remarque utile au sujet de la demande faite par l'Inde d'établir les données de fait fondamentales concernant les instruments déjà disponibles et leur aptitude à soutenir le programme de travail convenu par les Membres, sujet sur lequel il pourrait y avoir de plus amples discussions ultérieurement. Le problème était, comme l'avait expliqué la représentante de Sri Lanka, que si l'on entraînait dans un nouveau cycle, le Secrétariat serait obligé d'établir une priorité entre les dispositions et de les juger selon leur rang. Les Membres pourraient peut-être procéder à une analyse de cette question au cours du débat, en ayant évidemment à l'esprit la date limite de juillet 2002.

44. Le Président a dit que la question pertinente était de déterminer la meilleure façon de procéder. Sa préférence était que l'on passe à l'examen des dispositions spécifiques, et la question était alors de savoir sur quelle base. Une délégation au moins avait indiqué qu'elle avait des propositions spécifiques à présenter. Le Président a proposé une option qui pourrait être utilisée si les Membres étaient d'accord. Le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1/Corr.1 énumérait les dispositions impératives et non impératives, selon les recherches effectuées par le Secrétariat, dans diverses catégories appropriées. Comme l'avait fait observer le représentant de l'Inde, deux catégories au moins avaient été omises. Ces deux catégories – flexibilité des engagements et périodes de transition – avaient été exclues parce que le Secrétariat considérait apparemment que les dispositions en question étaient intrinsèquement non impératives et qu'il était probablement impossible de modifier leur statut pour les rendre impératives. Il n'était pas sûr d'avoir, sur cette base, interprété exactement le point de vue du Secrétariat. Il a appelé l'attention sur les pages 7 et 8 du document WT/COMTD/W/77/Rev.1, où figuraient, au paragraphe 11, une liste des dispositions indiquant une flexibilité des engagements. Il a aussi appelé l'attention sur le paragraphe 13, page 8, relatif aux périodes de transition. Ces deux catégories ne figuraient pas dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1/Corr.1. Si les Membres étaient d'accord, ils pourraient procéder en examinant d'abord les dispositions énumérées comme non impératives à la page 2 du document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1/Corr.1, à propos desquelles ils pourraient engager un débat spécifique. Plusieurs principes fondamentaux, sous-jacents aux travaux, avaient été proposés au cours du débat. Il s'agissait, entre autres, de références à des éléments tels que l'utilisation, l'efficacité et le principe de la non-discrimination. Le Président avait le sentiment que les délégations étaient désormais en mesure d'examiner et d'évaluer des dispositions spécifiques sur la base de ces éléments sous-jacents. Elles pourraient ensuite passer aux dispositions non impératives. Là, les Membres pourraient déterminer d'un commun accord quelles dispositions il faudrait rendre impératives et comment cela pourrait se faire. Une deuxième étape consisterait à passer en revue les dispositions qui étaient déjà impératives, pour voir comment il serait possible de les rendre plus effectives et plus opérationnelles. Travailler sur cette base supposait que les Membres aient au moins recours à un cadre par rapport auquel ils examineraient les dispositions spécifiques des accords existants, ce qui ne les empêcherait évidemment pas d'introduire des dispositions dans la discussion. Le Président ne voyait pas d'autre base raisonnable sur laquelle procéder.

45. La représentante des États-Unis a demandé si le Président avait inscrit sur sa liste la nécessité d'examiner les niveaux d'utilisation des dispositions existantes. Elle a répété que sa délégation aurait du mal à examiner les propositions en question si l'on ne commençait pas par établir clairement en quoi l'efficacité des dispositions considérées avait été compromise.

46. Le Président a demandé à la représentante des États-Unis si elle considérait ou non la discussion sur l'utilisation comme "autonome", tout à fait séparée et distincte, par exemple de toute discussion sur le niveau d'utilisation d'une disposition spécifique.

47. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation souhaitait savoir si ses observations sur le document relatif à l'utilisation (WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4) posaient des problèmes particuliers. Il y avait en fait plusieurs suggestions qu'elle souhaitait ajouter à ce document. D'autres aspects du document étaient inexacts, comme par exemple les observations relatives aux programmes

des États-Unis. L'intervenante a toutefois souligné que le Secrétariat était généralement méticuleux. Il y avait peut-être quelque chose que la délégation des États-Unis avait omis de communiquer au Secrétariat, bien que cela fût nécessaire pour que les Membres puissent travailler sur la base de renseignements exacts. Deuxièmement, les observations de la délégation des États-Unis, malgré leur quantité au sujet du document concernant l'utilisation, étaient simples. L'intervenante avait également dit, à une occasion précédente, que les États-Unis aussi pourraient prendre en considération l'approche proposée par le représentant de l'Égypte, selon laquelle la session extraordinaire structurerait son examen accord par accord. L'approche proposée par le Président paraissait également utile. Une discussion sur l'utilisation, sur des propositions permettant d'obtenir une plus grande efficacité, sur le caractère impératif ou non impératif des dispositions et sur toute autre question de forme pourrait ensuite avoir lieu. La délégation des États-Unis pouvait donc envisager de discuter de l'utilisation disposition par disposition, en incorporant à la discussion les suggestions à mesure qu'elles étaient faites. La première tâche était de trouver le meilleur moyen d'améliorer le document sur l'utilisation. L'intervenante a remarqué, par exemple, que d'autres délégations pourraient avoir d'autres observations à formuler que celles de la délégation des États-Unis et pourraient le faire selon un point de vue différent. La délégation des États-Unis avait fait des déclarations sur les dispositions relatives aux subventions, par exemple, ou sur le règlement des différends, disant, en fonction de ce qu'elle savait actuellement, qu'il n'y avait eu aucune affaire engagée contre des pays en développement. Elle voulait être sûre que les renseignements qu'elle donnait en pareil cas étaient exacts.

48. Le Président a accueilli favorablement l'idée que la réunion puisse aborder ses travaux disposition par disposition, puis évaluer l'utilisation dans le contexte d'un tel examen. Il a demandé à la délégation des États-Unis si elle serait satisfaite que ses observations soient distribuées officiellement aux membres du Comité.

49. La représentante des États-Unis a répondu qu'elles avaient déjà été distribuées largement aux Membres lors d'une réunion informelle de la session extraordinaire. Elle souhaitait toutefois recevoir des observations en réponse à ce document. C'était cependant une note informelle, une contribution à la nécessité de recueillir des renseignements supplémentaires. Il était entendu pour elle que les délégations auraient besoin d'étudier le document et de donner leur avis avant que le Secrétariat puisse entreprendre d'améliorer le document sur l'utilisation (WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4) au moyen des renseignements supplémentaires communiqués. Elle n'était pas certaine de la distinction entre formel et informel en ce qui concernait la distribution des documents à tous les Membres. La délégation des États-Unis souhaitait proposer quelques modifications de forme mais, si cela devait se faire dans le cadre d'un processus formel, elle aurait besoin de conseils supplémentaires de la part du gouvernement des États-Unis. Le document était de toute façon entre les mains de tous. Il était destiné à apporter des améliorations à un document que la délégation des États-Unis jugeait déjà très utile.

50. Le Président a dit qu'il accueillerait avec satisfaction toute observation sur le document informel qui avait été distribué par les États-Unis.

51. La représentante du Canada a dit que sa délégation était très intéressée par la discussion à venir. Elle approuvait à cet égard la suggestion faite par les États-Unis de travailler à l'aide du document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4 sur l'utilisation. La délégation canadienne serait ensuite disposée à étudier les dispositions point par point, en donnant son avis sur les suggestions des États-Unis. Pour faire en sorte que les documents soient complets, la session extraordinaire voudrait peut-être aussi chercher à savoir pourquoi certains Membres avaient tiré parti de certaines dispositions, si les dispositions étaient efficaces et effectives, etc. S'il arrivait que l'utilisation d'une disposition ait une incidence défavorable sur un pays, comme le représentant du Chili le jugeait possible, la session extraordinaire pourrait examiner les raisons précises pour lesquelles des pays ou des Membres n'avaient pas tiré parti de ces dispositions. Elle pourrait examiner dans le même temps si le problème venait en l'occurrence du fait qu'il y avait des obstacles réels ou simplement du fait que

les dispositions n'avaient pas de fonction réelle et n'étaient donc pas nécessaires. En pareil cas, il serait utile de se demander ce qu'il fallait renforcer et modifier dans les dispositions.

52. Le Président a dit qu'il avait proposé d'utiliser le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1/Corr.1 comme étant celui au moyen duquel la session extraordinaire procéderait point par point. Le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4 contenait plusieurs éléments relatifs à l'utilisation. Les Membres souhaiteraient sans aucun doute s'en inspirer pour évaluer les dispositions qu'ils étudiaient point par point. La représentante des États-Unis avait formulé certaines observations sur le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4, et le Président a fait observer que d'autres Membres voudraient peut-être faire de même.

53. La représentante du Canada a souscrit à la proposition du Président, à condition que la session extraordinaire examine aussi le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4 en liaison avec chaque point particulier.

54. Le représentant des Communautés européennes a dit, au sujet des observations faites par les autres délégations sur les périodes de transition en relation avec les catégories iii) et iv) du document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1, que sa délégation jugeait ces dispositions impératives. Le Président avait dit aussi que, bien que ces dispositions ne soient pas strictement impératives, elles n'étaient pas non plus entièrement facultatives, surtout quant à la question de leur efficacité. Il était impératif d'accorder des périodes de transition, mais leur renforcement était une question différente. La principale remarque que voulait formuler l'intervenant concernait la proposition faite par le Président de procéder en utilisant le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.2 comme base pour faire le point sur les travaux de la session extraordinaire. D'autres délégations avaient aussi proposé que la session extraordinaire poursuive ses travaux accord par accord. L'intervenant était d'accord sur cette méthode, tout en faisant observer que, dans un tel cadre, il faudrait éviter autant que possible d'éliminer mécaniquement les questions en les cochant une par une à mesure qu'elles apparaissaient dans les documents. Il comprenait que, notamment sur la question du caractère impératif ou facultatif, les Membres aient à déterminer les éléments spécifiques qu'ils souhaitaient voir considérer. Mais la bonne façon de faire serait de demander aux Membres d'identifier ces dispositions dans le cadre général, tout en faisant part de leur justification et de leur raisonnement quant aux raisons pour lesquelles une disposition donnée devrait devenir impérative. Il était conscient que les délégations ne seraient pas toutes en mesure d'indiquer exactement à cette réunion quelles dispositions elles souhaitaient rendre impératives. Il faudrait ménager un délai en l'occurrence. La délégation des Communautés européennes tenait à éviter que des questions ne soient étudiées sans la préparation nécessaire, car cela limiterait les progrès accomplis à la session extraordinaire.

55. Le représentant de Djibouti a souscrit aux observations très importantes faites par le représentant des Communautés européennes. Il s'est enquis des priorités qui pouvaient à présent être définies ainsi que des aspects du débat qui n'avaient pas encore été abordés. Les Membres devaient déterminer les aspects qu'ils jugeaient les plus importants, puis, au lieu de se perdre dans un examen de questions générales, préciser les raisons de leurs choix. Pour avancer dans leurs travaux, il était très clair que les Membres devaient à présent établir leurs priorités.

56. Le Président a remercié le représentant de Djibouti et s'est dit d'accord sur le fait que les Membres devaient clairement établir un ensemble réaliste de priorités. Ils devaient indiquer les dispositions sur lesquelles ils souhaitaient se pencher. Le Président estimait en effet qu'il ne serait pas avantageux de débattre mécaniquement de la nature des dispositions. Les Membres devaient déterminer, dans la gamme complète des dispositions, celles sur lesquelles ils souhaitaient se pencher en priorité. Le Président était satisfait que l'Inde distribue un document contenant des propositions spécifiques relatives aux dispositions qu'elle souhaitait voir examiner.

57. Le représentant de l'Inde a remercié les représentants des Communautés européennes et des États-Unis d'avoir fait avancer l'exercice en exprimant leur "volonté politique". Il a aussi remercié le représentant des Communautés européennes d'avoir fait part aux autres Membres des difficultés qu'il avait à accepter le projet de programme de travail proposé par le Président. Il espérait que ces problèmes seraient résolus et que les Membres pourraient prochainement convenir d'un plan de travail. La plupart des Membres étaient conscients que bon nombre de dispositions relatives au traitement spécial et différencié avaient été abordées l'année précédente en tant que propositions relatives à la mise en œuvre. Certaines d'entre elles avaient déjà été examinées entièrement, d'autres l'avaient été de manière non satisfaisante et d'autres encore, selon le raisonnement accepté à cette époque, devaient être examinées dans un contexte plus large. La délégation indienne attendait avec intérêt l'examen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui n'avaient pas été examinées de manière satisfaisante lors de l'exercice consacré l'année précédente aux questions relatives à la mise en œuvre, ainsi que de celles qui n'avaient pas pu être examinées du tout parce que le contexte dans lequel les Membres discutaient alors de ces questions était différent puisqu'il faisait partie d'une série plus large de négociations. Cela ressortait clairement du fait que la session extraordinaire avait alors été établie pour s'occuper spécifiquement de ces questions. Quant aux propositions de la délégation indienne, le document avait été rédigé à la hâte, car les Membres ne savaient pas clairement comment la session extraordinaire conduirait ses débats. La délégation indienne avait néanmoins tenté de formuler quelques propositions telles qu'elles figuraient dans le document, lequel était pour l'instant un document de travail, même s'il était susceptible de se présenter comme un document formel en temps utile. La première proposition concernait l'article 3:5 j) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Cet article, qui traitait des licences d'importation non automatiques, était libellé comme suit:

"lors de la répartition des licences, les Membres devraient considérer les importations antérieures effectuées par le requérant. À ce sujet, il conviendrait de considérer si les licences qui lui ont été délivrées dans le passé ont été utilisées intégralement, au cours d'une période représentative récente. Dans les cas où les licences n'auront pas été utilisées intégralement, les Membres en examineront les raisons et tiendront compte de ces raisons lors de la répartition de nouvelles licences. On envisagera d'assurer une attribution raisonnable de licences aux nouveaux importateurs en tenant compte de l'opportunité de délivrer des licences correspondant à une quantité de produits qui présente un intérêt économique. À ce sujet, une attention spéciale devrait être accordée aux importateurs qui importent des produits originaires de pays en développement Membres et, en particulier, des pays les moins avancés Membres".

58. Il s'agissait clairement d'une disposition relative au traitement spécial et différencié, identifiée comme telle par le Secrétariat. Dans ce contexte, il incombait aux Membres d'examiner les raisons pour lesquelles des licences n'avaient pas été utilisées et de tenir compte de ces raisons lors de la répartition de nouvelles licences. Il leur incombait en outre d'envisager d'assurer une attribution raisonnable de licences aux nouveaux importateurs en tenant compte de l'opportunité de délivrer des licences correspondant à une quantité de produits qui présente un intérêt économique. Il serait également utile de rechercher l'uniformité dans l'administration des contingents tarifaires, point qui avait déjà été mentionné dans diverses autres instances. Comme le terme "devrait" figurait dans la dernière phrase de la disposition relative à l'attention spéciale à accorder aux importateurs qui importaient des produits originaires de pays en développement et, en particulier, des PMA, il y avait cependant quelques doutes quant à son caractère impératif. Mais il fallait aussi rendre cette disposition impérative, afin que les produits originaires de pays en développement puissent en bénéficier pleinement. Pour cela, on pourrait soit formuler une interprétation faisant autorité, soit procéder à une modification consistant à remplacer, dans la dernière phrase, les termes "devrait être" par "sera". Dans le contexte de l'article considéré, le fait de rendre impérative la dernière section aiderait les pays en développement, et notamment les PMA, à accroître leur part dans les exportations

de produits dont l'exportation présentait un intérêt particulier pour eux, comme le prévoyait le préambule de l'Accord de Marrakech.

59. La deuxième proposition concernait l'Accord SPS, qui avait aussi fait partie de l'exercice de l'année précédente consacré à la mise en œuvre, et se rapportait à l'article 10:2, libellé comme suit:

"Dans les cas où le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire donnera la possibilité d'introduire progressivement de nouvelles mesures sanitaires ou phytosanitaires, des délais plus longs devraient être accordés pour en permettre le respect en ce qui concerne les produits présentant de l'intérêt pour les pays en développement Membres, afin de préserver les possibilités d'exportation de ces derniers."

Cette question était aussi traitée dans la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre adoptée à Doha le 14 novembre 2001, qui disait ceci:

"Dans les cas où le niveau approprié de protection sanitaire et phytosanitaire donnera la possibilité d'introduire progressivement de nouvelles mesures sanitaires et phytosanitaires, l'expression "des délais plus longs ... pour en permettre le respect" figurant à l'article 10:2 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires sera interprétée comme signifiant normalement une période qui ne sera pas inférieure à six mois. Dans les cas où le niveau approprié de protection sanitaire et phytosanitaire ne donnera pas la possibilité d'introduire progressivement une nouvelle mesure, mais où des problèmes spécifiques seront identifiés par un Membre, le Membre appliquant la mesure engagera, sur demande, des consultations avec le pays en vue de trouver une solution mutuellement satisfaisante au problème tout en continuant d'assurer le niveau approprié de protection du Membre importateur."

60. On trouvait bien dans cette décision une interprétation de l'expression "des délais plus longs ... pour en permettre le respect" figurant à l'article 10:2 de l'Accord. Toutefois, en raison de l'emploi du terme "normalement", une ambiguïté subsistait quant au délai approprié pour le respect. Compte tenu à la fois de ce fait et de la nécessité d'accorder des délais plus longs aux pays en développement, la délégation indienne avait proposé que l'article 10:2 de l'Accord SPS soit lu comme exprimant une "obligation" plutôt qu'une simple exhortation. Cette clarification pourrait être apportée au moyen d'une interprétation faisant autorité, conformément à l'article IX:2 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC. La délégation indienne proposait en outre de supprimer le terme "normalement" de la première phrase du paragraphe 3 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. Ces modifications rendraient la disposition relative au traitement spécial et différencié entièrement opérationnelle et effective, tout en ménageant aux pays en développement la flexibilité nécessaire dont ils avaient besoin.

61. La troisième proposition concernait l'article 10:4 de l'Accord SPS, libellé comme suit: "Les Membres devraient encourager et faciliter la participation active des pays en développement Membres aux travaux des organisations internationales compétentes." La délégation indienne connaissait les décisions de 2000 et 2001 relatives à cette disposition, ainsi que les mesures prises ensuite par le Directeur général pour contacter les organisations internationales. La décision qui avait été adoptée par la suite dans le cadre de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre était libellée comme suit:

"i) Prend note des mesures qui ont été prises à ce jour par le Directeur général pour faciliter la participation accrue des Membres à des niveaux de développement différents aux travaux des organisations internationales de normalisation pertinentes,

ainsi que des efforts qu'il a faits pour assurer la coordination avec ces organisations et les institutions financières afin de définir les besoins d'assistance technique liée aux mesures SPS et la meilleure façon d'y répondre; et ii) prie instamment le Directeur général de poursuivre ses efforts de coopération avec ces organisations et institutions à cet égard, y compris en vue d'accorder la priorité à la participation effective des pays les moins avancés et de faciliter l'octroi d'une assistance technique et financière à cette fin."

62. Le libellé employé à l'article 10:4 était du type effort maximal. Les Membres y étaient exhortés à encourager et faciliter la participation active des pays en développement Membres aux travaux des organisations internationales compétentes. Compte tenu de la Décision sur la mise en œuvre adoptée à Doha et de la nécessité d'assurer une participation accrue des Membres à des niveaux de développement différents à travers toutes les phases de la normalisation, la délégation indienne avait proposé que l'article 10:4 de l'Accord SPS soit lu comme exprimant une "obligation" plutôt qu'une simple exhortation. Cette clarification, qui pourrait être apportée au moyen d'une interprétation faisant autorité conformément à l'article IX:2 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, aiderait à atteindre cet objectif important de la disposition relative au traitement spécial et différencié.

63. Les quatrième et cinquième propositions concernaient le Mémoire d'accord, dont l'article 4:10 était libellé comme suit: "Au cours des consultations, les Membres devraient accorder une attention spéciale aux problèmes et intérêts particuliers des pays en développement Membres." Cette disposition avait été invoquée dans de nombreux différends, notamment par des plaignants qui étaient des pays en développement Membres. La demande d'ouverture de consultations était la première étape de la procédure de règlement des différends à l'OMC. Il était obligatoire de tenir des consultations avant de demander l'établissement d'un groupe spécial. Les consultations avaient pour but de donner aux parties adverses la possibilité de mieux comprendre leurs points de vue réciproques, et elles donnaient aussi au défendeur la possibilité d'expliquer les raisons pour lesquelles il avait institué la mesure contestée. La délégation indienne suggérait de remplacer les termes "devraient accorder" par "accorderont", afin de rendre impérative la disposition relative au traitement spécial et différencié. Cela conduisait alors à se demander ce que signifiait la seconde partie de la phrase, aspect qui était traité dans la deuxième partie de la proposition indienne. L'intervenant a dit que le contenu opérationnel précis de l'expression "accorder une attention spéciale" devrait faire l'objet d'une interprétation significative, et il a fait trois suggestions à cette fin. Premièrement, si le plaignant était un pays développé et s'il décidait de demander l'établissement d'un groupe spécial, il faudrait qu'il soit obligé d'expliquer, dans sa demande ainsi que dans ses communications au groupe spécial, en quoi il avait accordé une attention spéciale aux problèmes et intérêts particuliers du pays en développement défendeur. Deuxièmement, si le défendeur était un pays développé, il faudrait qu'il soit obligé d'expliquer, dans ses communications au groupe spécial, de quelle manière il avait accordé une attention spéciale aux problèmes et intérêts particuliers du pays en développement plaignant. Troisièmement, le groupe spécial, en jugeant l'affaire qui lui était soumise, devrait aussi rendre une décision sur ce sujet. La délégation indienne estimait que ces propositions, si elles étaient mises en œuvre, rendraient les dispositions de l'article 4:10 impératives, effectives, opérationnelles et utiles pour les pays en développement Membres.

64. La cinquième proposition concernait l'article 21:2, qui était libellé comme suit: "Une attention particulière devrait être accordée aux questions qui affecteraient les intérêts des pays en développement Membres pour ce qui est des mesures qui auraient fait l'objet des procédures de règlement des différends."

65. Cette disposition faisait partie d'un article aux termes duquel l'ORD devait tenir sous surveillance la mise en œuvre de ses décisions une fois adoptés les rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel. Cet article prévoyait la fixation d'un délai raisonnable pour la mise en conformité

avec les décisions de l'ORD; en cas de désaccord, il prévoyait l'ouverture d'une procédure supplémentaire de règlement des différends, afin de déterminer si le Membre défendeur s'était ou non conformé aux décisions de l'ORD; et enfin, il prévoyait la présentation d'un rapport de situation écrit indiquant où en était la mise en œuvre des décisions de l'ORD à chacune des réunions ordinaires de l'ORD qui suivrait l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. La délégation indienne suggérait de remplacer les termes "devrait être" par "sera", afin de rendre cette disposition impérative. On pourrait aussi rendre cette disposition plus utile en éclaircissant l'expression "questions qui affecteraient les intérêts des pays en développement Membres". La proposition était la suivante: premièrement, cette disposition, qui avait été placée au début de l'article 21, devrait devenir impérative, afin que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel puissent l'interpréter comme une disposition globale applicable à tous les différends ayant comme partie un pays en développement. Deuxièmement, si le défendeur était un pays en développement et le plaignant un pays développé, le délai raisonnable était actuellement de 15 mois, ce qu'il faudrait considérer comme le délai raisonnable normal. Si la mesure en cause était un changement apporté à des dispositions légales ou à une pratique suivie de longue date ou consistait en des restrictions quantitatives appliquées pour des raisons de politique ou de balance des paiements, le délai raisonnable devrait être porté à une durée de deux à trois ans, et les groupes spéciaux ou l'Organe d'appel devraient indiquer qu'il fallait un délai plus long. À propos de l'article 21:5, qui concernait la procédure de groupe spécial, l'intervenant a dit que le délai d'achèvement devrait être porté de 90 à 120 jours. Le groupe spécial devrait, comme tout groupe spécial normal, accorder toute l'attention voulue à la situation particulière des pays en développement Membres. L'intervenant a aussi suggéré que le rapport de situation soit remis une fois sur deux aux réunions et non pas à toutes les réunions ordinaires, car cette obligation constituait une charge très lourde pour les petites délégations. Troisièmement, si le plaignant était un pays en développement et le défendeur un pays développé, le délai raisonnable accordé au défendeur ne devrait pas excéder 15 mois quelles que soient les circonstances. De même, le délai existant de 90 jours pour les procédures prévues à l'article 21:5 devrait être strictement respecté. En cas de retard, il devait y avoir une obligation de compensation pour les pertes commerciales que continuait à subir le pays en développement plaignant. Ces suggestions, si elles étaient mises en œuvre, rendraient les dispositions de l'article 21:2 impératives, effectives, opérationnelles et utiles pour les pays en développement Membres.

66. La représentante des États-Unis s'est dite sensible au fait que la communication de la délégation indienne réponde directement à la demande faite par diverses délégations d'avoir des propositions spécifiques auxquelles répondre, afin d'accélérer l'examen. Elle espérait qu'après avoir envoyé ces propositions à sa capitale, elle ne recevrait pas comme instruction pour la réunion suivante de demander un amendement du paragraphe 12 de la Décision sur la mise en œuvre adoptée à Doha, car, d'après la deuxième proposition relative à l'article 10:2, il y avait déjà une demande de révision de cette décision. Cela étant, les propositions seraient transmises et étudiées dans sa capitale, après quoi l'intervenante serait en mesure de présenter les observations détaillées de la délégation des États-Unis à leur sujet. Elle a demandé si l'une quelconque des propositions qui avaient été présentées l'avait déjà été ailleurs ou était traitée dans la Décision sur la mise en œuvre. Elle a donné l'exemple de la proposition relative au Mémorandum d'accord, en demandant si elle serait aussi examinée à la session extraordinaire en cours consacrée au Mémorandum d'accord et pour laquelle une autre réunion serait fixée prochainement.

67. Le représentant de l'Argentine a exprimé une première réaction aux propositions intéressantes avancées par l'Inde. Sa délégation était particulièrement intéressée par la proposition relative à l'article 10:2 de l'Accord SPS, qu'elle étudierait de plus près. Elle aurait besoin de déterminer comment les modifications pourraient être effectuées: par une interprétation de l'article 10:2 ou par une décision du Conseil général. Elle n'avait pas encore de position claire sur ce point, tout en répétant qu'elle jugeait intéressant le contenu des propositions. Au sujet de la proposition relative à la procédure de règlement des différends, bien qu'il ne puisse encore donner un avis ferme, l'intervenant était en mesure de dire, comme le représentant de l'Égypte, qu'il pourrait être utile de travailler

question par question plutôt que de suivre un ordre préétabli. Les missions qui avaient des experts pourraient ainsi se pencher de façon plus spécifique sur chaque sujet.

68. Le représentant de l'Inde a dit, en réponse aux propos tenus par la représentante des États-Unis, que certaines propositions, en particulier celles qui concernaient l'article 10:2 de l'Accord SPS, prenaient en effet comme point de départ la Décision de Doha. Dans cette mesure, la délégation indienne cherchait à aller au-delà de ce qui avait été décidé à Doha. Il y avait aussi un autre aspect à étudier, à savoir la hiérarchie juridique des décisions. La délégation indienne avait déterminé trois façons possibles de résoudre cette question. Premièrement, par un amendement de l'accord; deuxièmement, par une interprétation faisant autorité; et troisièmement, par une décision ministérielle ou une décision du Conseil général. Dans le contexte des décisions ministérielles adoptées à Doha, l'intervenant avait demandé que la Division juridique du Secrétariat de l'OMC effectue une analyse comparative de la hiérarchie juridique entre les trois options. S'il y avait une décision claire de la part du groupe spécial ou de l'Organe d'appel indiquant que l'option x ou l'option y avait un statut juridique supérieur à l'option z, les Membres devraient s'efforcer d'amender ou de changer les dispositions en adoptant l'approche de l'option x ou de l'option y. La délégation indienne n'était toutefois pas encore certaine de la hiérarchie juridique entre les trois options. Elle pourrait revenir sur cette question lorsque la hiérarchie juridique aurait été éclaircie. Elle demandait aussi que l'on rende les dispositions impératives en remplaçant le conditionnel "devrai(en)t" par le futur. L'intervenant a fait observer ensuite que la valeur de la Décision de Doha avait été grandement diminuée par l'emploi du terme "normalement". La délégation indienne cherchait à faire supprimer ce terme de la proposition, laquelle allait donc au-delà de ce qui avait été convenu à Doha. S'agissant des propositions relatives à l'ORD, l'intervenant ne savait pas avec certitude si elles étaient en cours d'examen dans le cadre des propositions relatives à la mise en œuvre. À sa connaissance, elles ne l'étaient pas, mais il a dit qu'il s'en assurerait et informerait ensuite les délégations de la situation concrète. Quant aux travaux de la session extraordinaire de l'ORD, il ne pensait pas que des propositions aient été présentées jusque-là à cet organe. Cette proposition n'avait donc pas encore été avancée, même si certaines délégations avaient l'intention de le faire ultérieurement. L'intervenant a remercié le représentant de l'Argentine de ses remarques et a dit qu'il comprenait que les Membres n'étaient pas tous des experts de tous les sujets traités dans le cadre de l'examen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. La suggestion faite par le représentant de l'Argentine de réserver du temps pour divers sujets lors des réunions suivantes était également utile, car il serait alors possible de faire venir des experts pour parler de questions plus spécifiques. L'intervenant a pris note des observations du représentant de l'Argentine au sujet de l'Accord SPS et a dit qu'il attendait avec intérêt les observations complémentaires qui pourraient être faites ultérieurement.

69. Le Président a dit que les Membres pourraient réfléchir à la suggestion du représentant de l'Argentine. Toutefois, la difficulté qu'il y avait à réserver du temps pour étudier les accords un par un était que la session extraordinaire avait encore besoin de propositions, basées sur les divers accords, qui puissent être ensuite examinées. Il serait très souhaitable que des propositions soient présentées au plus tôt. Elles pourraient alors être classées selon les accords auxquels elles se rapportaient. L'intervenant a pris comme exemple les propositions faites par l'Inde au sujet de l'Accord SPS et du Mémoire d'accord, en disant que les Membres pourraient rassembler toutes leurs propositions relatives à cet accord, afin de les examiner au cours de la même session. Le Président ne voyait toujours pas clairement l'utilité qu'il y aurait à travailler accord par accord tant qu'il n'était pas évident que les délégations présentaient leurs propositions au titre de chacun des accords pertinents. Si tel était le cas, il serait très utile d'avoir ces propositions à l'avance, afin de pouvoir les mettre à disposition et les trier, de façon qu'elles soient examinées en compagnie des autres propositions concernant ou soulevant des questions similaires. Il serait manifestement sans intérêt d'avoir une discussion sur un accord si aucune proposition n'était faite au sujet de cet accord. Le Président a souligné que la session extraordinaire devrait d'abord avoir une indication des propositions qui étaient les plus importantes pour les délégations. Ces propositions pourraient alors être structurées de façon cohérente pour constituer le plan de l'examen. Mais il serait difficile de procéder à un examen

significatif disposition par disposition sans franchir d'abord cette première étape. Le Président a fait observer que la seule proposition disponible pour l'instant était celle de la délégation indienne.

70. Le représentant du Guatemala a dit que, pour lui, la meilleure façon d'effectuer les travaux en comité était de procéder accord par accord. La manière la plus cohérente d'organiser ce travail était peut-être de fixer un délai avant chaque réunion. Par exemple, une réunion prévue pour la fin du mois au titre du point B de l'ordre du jour pourrait être consacrée à la question des règles sur la base des dispositions contenues dans un ou deux accords spécifiés. Les pays pourraient alors élaborer leurs propositions en conséquence. Une autre série d'accords pourrait être ensuite examinée 15 à 20 jours plus tard. Il pourrait cependant être difficile d'organiser ces discussions si les délégations présentaient des propositions relatives à trois, quatre ou cinq accords simultanément. Et, selon le nombre de participants aux réunions, il ne serait pas nécessairement possible de prendre des décisions sur un éventail aussi large de propositions.

71. Le représentant de la Chine a jugé que la proposition faite par le représentant de l'Inde était généralement bonne. Les délégations allaient dans le bon sens, selon lui, en donnant des exemples concrets de propositions à rendre impératives soit par amendement, soit par une interprétation faisant autorité. Toutefois, avant d'étudier plus avant les propositions, l'intervenant a tenu à souligner que, même si l'on rendait impératives toutes les dispositions qui ne l'étaient pas, cela n'apporterait pas nécessairement une réponse ou une solution aux problèmes et aux préoccupations des pays en développement. Il a loué la proposition de l'Inde, tout en estimant, par exemple, que le fait de remplacer le conditionnel "devrai(en)t" par le futur ne suffirait pas pour répondre aux préoccupations des pays en développement. À propos de l'article 3:5 j) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, il a noté que la délégation indienne avait proposé de remplacer, dans la dernière phrase, les termes "devrait être" par "sera". Il doutait que cela aide les pays en développement à accroître leur part dans les exportations des produits qui présentaient un intérêt pour eux. Le deuxième exemple, qui donnait une interprétation de ce que signifiait l'expression "délais plus longs", était toutefois bon. Que les délégations acceptent ou non cette proposition, il était bon qu'elles l'examinent. S'agissant de la proposition relative au Mémorandum d'accord, l'intervenant estimait qu'elle était spéciale et qu'il faudrait résoudre de façon réaliste les difficultés qu'elle soulevait, de façon à répondre aux préoccupations des pays en développement. Il soutenait sans réserve le Président quand il disait que les propositions des délégations devaient être reçues sur la base des accords, puis examinées accord par accord. Il était aussi d'accord avec le représentant du Guatemala sur le fait qu'il fallait fixer des délais précis pour la présentation des propositions spécifiques sur la manière d'améliorer les dispositions existantes et, en particulier, de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles.

72. Le représentant de l'Inde a dit, en réponse au représentant de l'Argentine, que les propositions avaient été formulées afin de "faire avancer les choses" à la session extraordinaire. Il comprenait tout à fait la difficulté que pouvaient avoir les délégations à étudier des propositions portant sur un large éventail d'accords en même temps. Le représentant de la Chine avait fait quelques suggestions utiles sur lesquelles les Membres voudraient certainement réfléchir et suggéré qu'une décision soit prise à ce sujet plus tard au cours de la réunion. L'intervenant a partiellement répondu à la question des États-Unis sur les propositions relatives à l'ORD et a dit que, pour lui, ces propositions avaient été débattues avant Seattle et non avant Doha, mais que le débat n'avait pas été poursuivi par la suite.

73. La représentante du Venezuela a félicité l'Inde de ses propositions et du travail intense qu'elles avaient manifestement exigé. Elle a formulé deux observations préliminaires. Premièrement, au sujet de l'article 10:2 de l'Accord SPS, la délégation vénézuélienne a dit que, pour elle, il n'était pas nécessaire de procéder à une interprétation ou à un amendement, car cette disposition était déjà impérative. À propos de l'article 10:4, elle considérait qu'il s'agissait avant tout d'un problème financier qui, en tant que tel, pouvait être traité dans les groupements régionaux. De la même façon, l'intervenante estimait qu'il ne serait pas indûment onéreux d'assister aux diverses réunions avant de

faire rapport au niveau global, afin d'être sûr que les critères adoptés soient réellement abordés. Pour elle, le problème fondamental était celui des capacités. Elle avait du mal à donner son avis sur la proposition relative au Mémorandum d'accord, tout en la trouvant bien présentée.

74. Le représentant des Communautés européennes a remercié le représentant de l'Inde de sa réponse à ce qui avait été discuté précédemment. Les Membres devraient introduire une certaine dose de concret dans le débat et, bien qu'il ne soit pas encore en mesure de donner son avis sur les propositions, l'intervenant a dit qu'il les regarderait de près et ferait tout son possible pour qu'un débat éclairé puisse avoir lieu prochainement. Il a pris note des remarques faites par le représentant de la Chine et par d'autres, surtout la représentante du Venezuela au sujet des capacités. Les exemples donnés par le représentant de l'Inde montraient clairement qu'une division entre dispositions impératives et non impératives ne donnerait finalement que des résultats fragmentés. Mais il était clair que, si l'on considérait le problème de façon plus globale, il serait possible de commencer à examiner les difficultés soulevées par l'article 10:2 de l'Accord SPS, par exemple, et la question de savoir s'il faudrait adopter en fin de compte des délais de six mois, de 12 mois ou même pas de délais du tout. Le véritable problème sous-jacent était toutefois que, si un Membre voulait exporter, il était confronté tôt ou tard à la question des normes SPS. Or, ces normes n'étaient pas traitées dans les dispositions en cause mais à l'article 9, qui faisait partie concrètement du débat sur l'assistance technique. Il fallait aussi se pencher sur le problème connexe de l'article 10:4 et, en particulier, sur la question de savoir comment ces normes avaient vu le jour. Par conséquent, le véritable défi pour la session extraordinaire du CCD était sans doute de trouver les moyens de considérer ces problèmes comme un tout, tout en cherchant à les résoudre. Le fait d'insister sur une division entre dispositions impératives et non impératives n'aiderait probablement pas les Membres à trouver des solutions durables à certaines de ces questions. L'intervenant respectait néanmoins le programme de travail, et la délégation des Communautés européennes était disposée à travailler sur la base des propositions qu'elle avait devant elle. L'intervenant souhaitait que les Membres, compte tenu notamment de la question plus large de l'efficacité, réfléchissent sur les observations qu'il avait formulées en se demandant comment procéder avec le débat. La délégation des Communautés européennes aurait une discussion sur les diverses questions spécifiques, puis reviendrait dès que possible à la session extraordinaire avec ses réponses. L'intervenant s'est demandé, tout comme la représentante des États-Unis, jusqu'à quel point il était utile et approprié de discuter des questions relatives, par exemple, au Mémorandum d'accord à la session extraordinaire, alors qu'il serait plus judicieux de se pencher sur ces questions dans le cadre de l'examen du Mémorandum d'accord. Il s'agissait là, à son avis, d'un autre problème générique sur lequel la session extraordinaire aurait à se pencher. Il n'avait pas de réponse à ce problème, tout en suggérant que l'une des solutions serait peut-être que les Membres fassent venir leurs experts du Mémorandum d'accord aux réunions de la session extraordinaire. Ces experts auraient au moins une vue générale de ce qui se passait dans le cadre de l'examen du Mémorandum d'accord. Une autre solution possible serait d'avoir un débat générique pour voir ce qu'étaient les problèmes rencontrés par les pays en développement dans le contexte du Mémorandum d'accord. On pourrait alors identifier toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, tout en indiquant si elles avaient été effectives et utiles pour ce qui était de répondre aux problèmes rencontrés par les pays en développement et les PMA.

75. La représentante de la Malaisie a dit que les propositions de la délégation indienne constituaient une bonne base pour les discussions futures et qu'elle espérait que ce ne serait pas la dernière des propositions émanant des pays en développement. Elle a aussi mentionné la proposition de la délégation guatémaltèque en disant que le regroupement accord par accord était une suggestion utile. On pourrait par exemple examiner ensemble les accords portant sur des règles tels que l'Accord sur les subventions, l'Accord sur les sauvegardes ou l'Accord antidumping. Un groupe d'experts pourrait alors être convoqué pour ces discussions particulières sur les règles. La prochaine question était le sujet des discussions suivantes. En l'absence d'autres propositions, l'intervenante estimait que les Membres devraient au moins procéder de la façon sans doute plus simpliste consistant à examiner les dispositions où était employé le conditionnel "devrai(en)t" pour le transformer en futur. Cette

question linguistique pourrait au moins servir de base aux discussions lors des réunions à venir. Toutefois, l'intervenante pensait que, d'ici à la réunion suivante, il y aurait plus de propositions sur la table, ce qui permettrait d'avoir un débat plus axé sur le fond.

76. La représentante des États-Unis a fait observer que, comme l'indiquait la Déclaration ministérielle elle-même, les propositions tiendraient compte du stade atteint lorsque les discussions avaient été suspendues. Elle souhaitait savoir si les propositions relatives au Mémorandum d'accord seraient traitées de la même façon continue. Elle a relevé qu'il y avait eu plusieurs types de propositions, tant avant Seattle qu'après. L'exercice en cours consistait à réintégrer les propositions dans l'exercice consacré au Mémorandum d'accord. La délégation des États-Unis souhaitait donc savoir comment les choses avançaient avec ces propositions. Elle aurait des observations plus détaillées à présenter sur les propositions à un stade ultérieur. L'intervenante espérait aussi être en mesure de formuler des observations complémentaires sur la question de savoir s'il fallait ou non apporter des modifications à la Décision sur la mise en œuvre adoptée à Doha.

77. Le représentant de l'Ouganda a accueilli avec satisfaction les propositions de l'Inde. Plutôt que de tourner en rond, elles aidaient à aborder les problèmes concrets. Les Membres étaient censés identifier les dispositions à rendre impératives selon eux, tout en examinant les conséquences juridiques et pratiques d'une telle conversion. Le représentant de l'Inde avait mis les Membres sur la bonne voie. L'intervenant était particulièrement satisfait des propositions relatives à l'Accord SPS, car elles permettaient de délibérer sur la façon de les rendre plus effectives. À propos de la remarque faite par le représentant des Communautés européennes, à savoir qu'il fallait examiner les choses de façon globale, il estimait que ces questions plus larges pourraient être abordées lorsqu'on examinerait la question de l'efficacité. Les PMA étaient en train de chercher la meilleure façon de présenter leur point de vue. Ils espéraient pouvoir soumettre à la réunion suivante des propositions spécifiques sur les dispositions qu'il faudrait, à leur avis, rendre impératives.

78. Le Président s'est dit satisfait d'apprendre que des propositions spécifiques seraient présentées à la réunion suivante. Pour l'heure, il ne pouvait faire plus que de présenter des suggestions sur la façon dont la session extraordinaire pourrait aborder le programme de travail dans le temps restant jusqu'à la date limite de juillet 2002. Il ne pensait pas qu'elle aurait des difficultés à structurer l'examen accord par accord, ce qui exigerait essentiellement que les Membres soient informés de l'accord qui serait examiné à la réunion suivante. Il serait peut-être utile de fixer un calendrier pour l'examen des accords jusqu'en juillet 2002. Le Président était d'accord avec le représentant du Guatemala sur le fait qu'il devrait aussi y avoir une date limite indicative à laquelle les propositions devraient être présentées pour examen à la réunion suivante. À cet égard, le Secrétariat pourrait peut-être établir une liste des accords à examiner. Le seul danger, peut-être inévitable, d'une telle proposition était qu'en examinant certains accords, on constate qu'il n'y avait pas grand-chose à dire, alors qu'en examinant d'autres, on se trouve soudain submergé de propositions. Comme le délai était court, la session extraordinaire risquait d'avoir ensuite du mal à ajuster ses travaux. Aussi le Président jugeait-il important que les Membres présentent des propositions relatives non seulement au prochain ensemble d'accords prévu mais aussi, pour ceux qui le pouvaient, aux accords qui seraient examinés lors des réunions ultérieures. La session extraordinaire serait alors davantage en mesure de déterminer combien de dispositions les Membres souhaitaient examiner en particulier. De nombreux Membres avaient des moyens limités, et il fallait peut-être que leurs propositions soient examinées dans le cadre de la réunion suivante. Le Président procéderait ainsi si les Membres approuvaient cette méthode, et surtout si cela aidait à organiser les travaux.

79. La représentante du Canada a demandé si, en abordant la question de l'utilisation et de l'efficacité (ce sur quoi la réunion suivante était censée porter), la session extraordinaire aborderait désormais la réunion suivante en procédant accord par accord, tout en examinant les questions que posait telle ou telle proposition ou disposition.

80. Le Président a dit que l'approche accord par accord était peut-être un moyen commode de permettre la présentation de propositions spécifiques, bien que les Membres aient émis l'idée que les dispositions spécifiques se rapportaient à des accords particuliers et qu'il serait donc utile que ces accords soient indiqués afin d'aider à ordonner le débat à la réunion suivante. Il a noté que le représentant des Communautés européennes avait aussi posé la question de savoir s'il faudrait ou non examiner la question des dispositions impératives ou non impératives et la façon dont elles étaient liées aux questions plus larges. La délégation indienne avait parlé, dans sa proposition, de rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas, tout en se penchant sur la question de l'efficacité et, en particulier, sur la manière de la renforcer concrètement. Le Président voyait là une approche utile, qui semblait aussi adaptée à l'ensemble du programme de travail. Les propositions des Membres sur la façon de rendre à la fois impératives et effectives les dispositions non impératives seraient donc aussi les bienvenues.

81. La représentante de la Barbade a dit qu'elle ne voyait pas d'inconvénient à accepter la façon de procéder proposée par le Président, d'autant qu'il fallait veiller à ce que la session extraordinaire s'acquitte de sa tâche dans le délai imparti. Toutefois, en tant que représentante d'une délégation dont les moyens étaient très limités, elle espérait que sa délégation et d'autres auraient une certaine latitude pour revenir sur des accords à propos desquels elles n'auraient pu présenter une proposition durant la période spécifiquement prévue pour l'examen. Elle savait que cette pratique était normale à l'OMC, mais elle voulait être sûre que l'on ne s'en écarterait pas dans le cas présent.

82. Le Président a rassuré la représentante de la Barbade sur le fait que la souplesse restait de mise et que les autres Membres auraient certainement à cœur de l'exercer.

83. Le représentant du Venezuela a jugé bonne la proposition du Président. À propos des observations faites par le Président sur les accords pour lesquels il n'y aurait pas de propositions et pour lesquels il faudrait donc que le Secrétariat rédige ensuite des documents, il s'est demandé si la base des travaux serait les documents du Secrétariat ou seulement les propositions elles-mêmes.

84. Le Président a répété que sa proposition était de fonctionner sur la base des propositions avancées par les Membres.

85. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation prenait à cœur les difficultés éprouvées par les délégations aux moyens limités et s'efforcerait de rester souple quant à la date à laquelle les propositions étaient présentées, étant entendu que la session extraordinaire ne pourrait sans doute plus prendre en compte beaucoup de propositions d'ici à juillet 2002. La délégation des États-Unis était donc satisfaite que l'on accepte de prendre en considération les propositions des délégations aux moyens limités tout au long du processus. L'intervenante a ajouté que, bien que l'examen principal se déroule à la session extraordinaire, il serait peut-être important aussi que certains examens d'experts aient lieu dans les organes compétents. Comme on l'avait dit précédemment au cours de nombreuses discussions, et notamment durant l'élaboration du programme de travail avant Doha, les Membres devaient être conscients du caractère transversal de l'exercice auquel ils se livraient. Ils devaient en particulier avoir à l'esprit ce qu'impliquait le fait de soumettre des propositions qui nécessiteraient ensuite un examen plus approfondi. Pour l'instant, la délégation des États-Unis pouvait accepter de procéder sur la base des premières réactions, mais ensuite il faudrait peut-être faire appel aux compétences des organes pertinents pour traiter certains accords plus en détail.

86. Le représentant de l'Inde a souscrit à la remarque faite par la délégation des Communautés européennes selon laquelle les propositions portaient largement sur la question de savoir s'il serait possible de rendre impératives les dispositions qui ne l'étaient pas. Il était également d'accord pour dire que la session extraordinaire devrait peut-être se pencher aussi sur les questions connexes, aspect du travail qui pourrait être abordé au cours de la phase suivante du programme. Et il souscrivait à la

plupart des suggestions faites par le Président sur la façon dont les travaux devraient se dérouler à la session extraordinaire. On avait envisagé précédemment que la prochaine étape consisterait à examiner comment rendre les dispositions impératives plus effectives et plus opérationnelles. L'intervenant supposait que la réunion suivante porterait toujours sur ces questions. Les questions restant après la réunion en cours, et en particulier la conversion des dispositions non impératives en dispositions impératives, seraient alors combinées à cet aspect du programme de travail. Les Membres se pencheraient donc sur les deux aspects des travaux au cours de leurs deux réunions suivantes. L'intervenant a aussi souscrit à la proposition de la représentante des États-Unis selon laquelle il serait bon d'avoir des contributions émanant d'experts des différents accords. Il a demandé s'il était proposé que certaines questions soient renvoyées directement à un organe donné ou si elles seraient traitées par la session extraordinaire elle-même. La délégation indienne préférerait que les questions soient traitées par la session extraordinaire. Aussi l'intervenant remerciait-il certaines délégations d'avoir proposé que leurs experts respectifs soient invités à assister à la réunion suivante. Il préférerait que la discussion ait lieu à la session extraordinaire, car les autres instances avaient, entre autres, des délais et des calendriers différents.

87. La représentante des États-Unis a dit qu'elle était préoccupée par la nature de nombreuses propositions. Plusieurs d'entre elles concernaient des questions systémiques en rapport avec la Décision de Doha sur la mise en œuvre, et d'autres semblaient faire double emploi avec les travaux en cours dans d'autres instances. Il fallait aussi savoir si les Membres avaient toute liberté pour traiter de façon complète à la session extraordinaire les propositions très détaillées qui étaient également examinées par d'autres organes compétents.

88. La représentante de Sri Lanka a remercié la délégation indienne des propositions qu'elle avait pris la peine d'élaborer. La plupart des pays en développement avaient effectivement des difficultés pour présenter de telles propositions. L'intervenante pensait néanmoins que les pays en développement soumettraient encore des propositions et appuyait, en tant que petite délégation, l'idée que les Membres soient autorisés à établir leurs propositions sur la base des accords. Elle était toutefois assez perturbée d'apprendre que les discussions ne reposeraient que sur les propositions avancées par les Membres. Ces propositions constitueraient indéniablement une contribution majeure au processus. Le document établi par le Secrétariat contenait aussi plusieurs éléments valables. La délégation sri-lankaise proposait de supprimer cette restriction. Même lorsque des propositions n'émanaient pas des Membres, les délégations devraient pouvoir faire des interventions et des contributions sur la base des documents établis par le Secrétariat. Il faudrait laisser cette possibilité ouverte. Quant à la question de traiter les sujets au CCD ou dans les divers organes, l'intervenante a rappelé que les petites délégations avaient déjà dit qu'il serait commode pour elles qu'ils soient traités au CCD, car elles ne pouvaient assister à toutes les réunions des autres comités. La délégation sri-lankaise serait donc plus à l'aise si ces questions étaient traitées entièrement par la session extraordinaire. Cela aiderait les petites délégations à suivre le cours des événements.

89. La représentante des États-Unis a précisé que la session extraordinaire procédait à un examen. Il faudrait à un moment ou à un autre se demander comment elle pourrait tirer parti de la compétence des organes experts. Cela ne signifiait pas qu'elle diviserait soudain l'examen entre les autres organes et interromprait le sien. Il était également entendu, pour la délégation des États-Unis, que l'exercice reposait sur les contributions des Membres et que le Secrétariat avait établi des documents pour aider les Membres à effectuer leur propre examen et leur propre analyse de ce qui pouvait présenter un intérêt. Il serait donc étrange que les propositions du Secrétariat soient examinées au même niveau que les propositions des Membres. L'intervenante a demandé des éclaircissements sur ce point essentiel. La délégation des États-Unis a tenu à souligner, dans ce contexte, que le Secrétariat avait établi des documents que chaque Membre avait le droit d'utiliser autant qu'il le souhaitait pour ses propres réflexions et ses préparatifs, sans préjudice de la position de tout autre Membre.

90. Le représentant de la Zambie a demandé des éclaircissements sur les renseignements communiqués par le Secrétariat. Selon sa délégation, ces renseignements devraient être considérés comme faisant partie intégrante de la session extraordinaire. Par conséquent, tout Membre qui estimait pouvoir les utiliser était libre de le faire. Ces renseignements étaient considérés comme une série de propositions, sans quoi ils n'auraient pas été acceptés. La délégation zambienne savait que le mandat du Secrétariat ne lui donnait pas le droit de présenter des propositions aux Membres. Il ne faudrait cependant pas exclure cette option si les délégations estimaient qu'elles pouvaient utiliser des éléments figurant dans les documents du Secrétariat pour développer davantage leurs propres propositions.

91. Le représentant de l'Ouganda a dit, à propos de la remarque faite par la représentante de Sri Lanka, que les Membres devraient pouvoir utiliser tous les documents qui les aideraient à formuler leurs propositions. Il estimait en particulier que le document du Secrétariat contenait plusieurs bonnes idées et que, même si les Membres ne partageaient pas entièrement ces idées, bon nombre d'entre eux auraient du mal à ne pas souscrire aux domaines de préoccupation et d'intérêt qui avaient été recensés. À propos de ce qu'avait dit la délégation des États-Unis concernant les besoins techniques et la nécessité de connaître les travaux en cours dans les autres comités, il a fait observer que les Membres avaient eu, au début de leur débat, la possibilité de discuter de ce sujet tout entier, et en particulier de la nécessité d'éviter de faire double emploi et de s'inspirer des travaux en cours ailleurs. C'était dans ce contexte que les présidents des autres comités étaient invités à informer les Membres de leurs travaux, afin que les Membres puissent en tenir compte lorsqu'ils formulaient leurs propres propositions. La réponse du Président concernant l'Accord SPS contenait certaines idées utiles dont la délégation indienne s'était ensuite inspirée. Le point essentiel était que les Membres avaient reçu leur mandat et qu'ils avaient aussi l'obligation de faire rapport au Conseil général d'ici à juillet 2002. Il fallait espérer qu'ils parviendraient à s'acquitter de ce mandat. Pour les y aider, il faudrait aussi s'inspirer des propositions formulées ailleurs ainsi que des progrès accomplis dans les autres comités et groupes de négociation, sans toutefois que cela empêche les Membres de soumettre des propositions qu'ils jugeaient utiles du point de vue d'un pays en développement.

92. Le Président est ensuite passé à la question posée par le représentant de l'Inde au sujet du programme de travail et, plus précisément, de ce que les Membres feraient à la réunion suivante. En un sens, il n'y avait pas de travail restant après la réunion en cours, où ils avaient examiné les dispositions non impératives. À la réunion suivante, ils auraient à examiner comment, entre autres choses, rendre les dispositions plus effectives et plus opérationnelles. Mais leur tâche serait aussi, désormais, de présenter des propositions au sujet des accords qui seraient indiqués. Ces propositions concerneraient, entre autres, la façon de rendre plus effectives les dispositions non impératives et impératives. Pour la réunion suivante, les deux tâches avaient été, en un sens, télescopées. C'était peut-être fortuit. Au sujet de la question posée par la représentante de Sri Lanka concernant la documentation établie par le Secrétariat, le Président estimait que la session extraordinaire devrait se pencher avant tout sur les propositions présentées par les Membres, ce qui lui permettrait d'établir les priorités des Membres eux-mêmes. Il a ajouté que la proposition indienne s'inspirait de la documentation établie par le Secrétariat, citant en exemple une proposition sur les licences d'importation qui figurait dans le document WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.3. Il ne pensait pas que les Membres devraient être en quelque sorte empêchés de tirer parti de cette documentation, de l'utiliser ou de la développer s'ils le souhaitaient. La session extraordinaire attendait des Membres qu'ils soumettent les propositions qu'ils souhaitaient voir examiner. C'était le meilleur moyen pour eux de procéder, car sans cela, ils se contenteraient de passer en revue les 155 dispositions relatives au traitement spécial et différencié énumérées dans les documents du Secrétariat comme étant impératives ou non impératives, puis tenteraient d'en venir péniblement à bout sans aucun ordre de priorité et sans pouvoir s'appuyer sur des propositions spécifiques émanant des Membres. Le Président a donc instamment invité les Membres à présenter leurs propositions spécifiques. Il a ajouté que la documentation établie par le Secrétariat était très utile et que les Membres pouvaient évidemment s'en inspirer comme ils le souhaitaient et le jugeaient nécessaire pour définir leurs

propres priorités et leurs domaines d'intérêt. Les travaux pourraient alors se dérouler sur la base des propositions présentées. Enfin, le Président a indiqué que les réponses reçues jusque-là des autres organes étaient disponibles et que les Membres pouvaient en prendre connaissance. Certaines d'entre elles étaient tout à fait détaillées et instructives. La session extraordinaire serait tenue au courant des nouvelles réponses à mesure qu'elles arriveraient.

93. Le représentant de l'Inde a demandé quand les Membres pouvaient compter recevoir la liste des accords prévue pour les deux réunions suivantes et si le Président proposerait un délai indicatif pour la présentation des propositions. Il pensait qu'il serait utile que ce délai soit communiqué à l'avance aux délégations, afin qu'elles puissent toutes être entièrement prêtes pour la discussion de la réunion suivante.

94. Le Président a dit qu'il avait besoin de consulter le Secrétariat sur l'élaboration d'une liste d'accords, mais que des délais indicatifs pour la présentation des propositions seraient définis et proposés. Les Membres savaient que la réunion suivante prévue dans le cadre du projet de plan de travail était fixée au 16 mai 2002. Ils pourraient travailler sur la période qui s'écoulerait jusque-là pour structurer un délai de réception des propositions ainsi que la liste des accords, lesquels pourraient ensuite être discutés. Le Secrétariat proposerait à titre indicatif un délai et une liste d'accords qui seraient distribués avant la réunion suivante. L'un des aspects des travaux incluait la possibilité d'avoir des réunions informelles selon les besoins. Cette question serait aussi examinée en temps utile.

95. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation souhaitait revenir sur la question qu'elle avait soulevée précédemment concernant la manière d'incorporer les observations qu'elle avait distribuées à propos du document relatif à l'utilisation (WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.4).

96. Le Président a remercié la représentante des États-Unis de ce rappel et s'est dit certain que les Membres liraient ce document, afin de pouvoir répondre à la demande d'observations. Il espérait que les Membres pourraient accélérer un peu le rythme d'ici à la réunion suivante grâce à la façon dont ils étaient convenus de l'aborder.
